

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 392

18 février 2013

### SOMMAIRE

5 à Sec LUXEMBOURG S.A. ....	18771	PATRIZIA Real Estate 10 S.à r.l. ....	18779
Bagnadore S.A. ....	18779	PATRIZIA Real Estate 20 S.à r.l. ....	18780
Capucins Diffusion S.à r.l. ....	18779	Patrizia Real Estate 31 S.à r.l. ....	18778
Danske Bank International S.A. ....	18804	Patrizia Real Estate 32 S.à r.l. ....	18778
Dauphine Investments S.A. ....	18773	PATRIZIA Real Estate 50 S.à r.l. ....	18780
Econopolis Funds ....	18787	PATRIZIA Real Estate 60 S.à r.l. ....	18780
Fiscoges, Expert Comptable ....	18778	Philips International Finance S.A. ....	18774
Flime Investments S.à r.l. ....	18772	Ponte Carlo International Soparfi S.A. ...	18774
Fondaco S.A. ....	18779	Regalismons S.A. ....	18799
Fructi Causa S.A. ....	18780	Research Invest Protocol S.A. ....	18773
GIP Luxembourg S.A. ....	18770	Santelmo S.A. ....	18777
Global Focus S.A. ....	18770	SBT Grundstücksentwicklungsgesellschaft Metzdorf S.A. ....	18775
Habersti SA, SPF ....	18770	SBT IMMOBILIEN Luxembourg Erste Ob- jektgesellschaft S.A. ....	18776
Hamacolor S.à r.l. ....	18770	Scheme Lux S.à r.l. ....	18777
HaPaLux S.à r.l. ....	18770	Sermil S.à r.l. ....	18781
Hasdrubal S.A. ....	18770	Shell Invest S.A. ....	18776
Hatboro Invest Trade Inc S.A. ....	18771	Siltarc S.A. ....	18814
Hawe-Lux-Türen S.à r.l. ....	18771	Skywarp SP 1 S.à r.l. ....	18777
Libero Acquisition S.à r.l. ....	18787	Smart Fact S.A. ....	18776
Manor Investment Fund S.A. ....	18772	SMT Real Estate S.A. ....	18772
Meccanica Reinsurance S.A. ....	18772	Staff Perf. International S.à r.l. ....	18771
Minerva Participation S.à r.l. ....	18773	Tango SP 1 S.à r.l. ....	18773
Mirowert S.A. ....	18774	Zenit S.A. ....	18771
Oniris S.A. ....	18775	ZHAROL Immobilière S.A. ....	18771
OTMT Acquisition II S.à r.l. ....	18777		
Otters S.A. ....	18775		
PATRIZIA Lux TopCo S.à r.l. ....	18778		

**GIP Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 71.808.

Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013010873/9.

(130012123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

---

**Global Focus S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 47.193.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013010876/9.

(130012745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

---

**Hamacolor S.à r.l, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5366 Munsbach, 7, rue Henri Tudor.

R.C.S. Luxembourg B 159.332.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013010890/9.

(130012576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

---

**HaPaLux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1251 Luxembourg, 37, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 108.939.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013010891/9.

(130012533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

---

**Habersti SA, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 152.841.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013010896/9.

(130012739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

---

**Hasdrubal S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 44.612.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013010900/9.

(130012211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

---

**Hatboro Invest Trade Inc S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.  
R.C.S. Luxembourg B 119.013.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013010901/9.

(130012578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

---

**Hawe-Lux-Türen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3253 Bettembourg, 22, route de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 39.716.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013010902/9.

(130012343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

---

**5 à Sec LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 25, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 123.289.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013011283/9.

(130012800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

---

**Zenit S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.  
R.C.S. Luxembourg B 56.754.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013011273/9.

(130012992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

---

**ZHAROL Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7327 Steinsel, 35, rue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 159.121.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013011274/9.

(130012937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

---

**Staff Perf. International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 4B, Porte de France.  
R.C.S. Luxembourg B 108.543.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013011209/9.

(130012694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2013.

---

**SMT Real Estate S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.  
R.C.S. Luxembourg B 141.087.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date 10 janvier 2013*

*Résolution unique*

L'assemblée constate qu'une erreur matérielle a été commise dans le nom d'un des administrateurs et qu'il y a lieu de lire LIUDMILA ENILINA et non LUDMILA ENILINA.

Par ailleurs, l'assemblée prend acte que l'adresse de Madame Liudmila Enilina est désormais la suivante:

- 5, route du Lac, CH-1246 Corsier (GE).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2013008150/15.

(130008279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**Meccanica Reinsurance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 148.995.

*Dépôt rectificatif du dépôt numéro L130005913 du 10/01/2013*

*Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration du 23 octobre 2012*

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de transférer avant le 31 décembre 2012 le siège social de la société au 11-13, boulevard de la Foire à Luxembourg (L-1528).

*Pour la société MECCANICA REINSURANCE S.A.*

*AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.*

Référence de publication: 2013007975/13.

(130009133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**Manor Investment Fund S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 157.644.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 12 juillet 2012*

L'assemblée prend acte de la démission de Monsieur Kuy Ly ANG de son mandat d'administrateur.

Est nommé comme nouvel administrateur, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- Monsieur Serge KRANCENBLUM, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Référence de publication: 2013007970/14.

(130008479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**Flime Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 31.787,50.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 96.696.

L'adresse professionnelle des gérants Emmanuel Mougeolle et Christophe Davezac a changé, elle se trouve désormais au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2013.

Référence de publication: 2013007747/12.

(130008438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**Dauphine Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 140.568.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu en date du 20 décembre 2012 que Monsieur Patrick MOINET a été nommé président du Conseil d'Administration avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Référence de publication: 2013007681/12.

(130009172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**Tango SP 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 162.094.

Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 13 décembre 2012 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 12, rue Guillaume Kroll, L-1883 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2012.

- L'adresse professionnelle de Monsieur Fabio Ceccarelli a été transférée du 12, rue Guillaume Kroll, L-1883 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008185/14.

(130008860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**Research Invest Protocol S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.  
R.C.S. Luxembourg B 142.102.

—  
EXTRAIT

Par décision du Conseil d'Administration du 14 décembre 2012

- Le siège social de la société Research Invest Protocol S.A. est transféré avec effet au 16 décembre 2012 du 60 Grand-Rue, 1<sup>er</sup> étage, L-1660 Luxembourg au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Luxembourg, le 14 décembre 2012.

*Pour Research Invest Protocol S.A.*

Référence de publication: 2013008089/13.

(130008389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**Minerva Participation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 141.949.

—  
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Luxembourg en date du 31 décembre 2012 que:

1. La liquidation de la Société a été clôturée;
2. Les documents et comptes de la Société seront déposés et conservés pour une durée de cinq ans à partir de cette publication, au 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Référence de publication: 2013007985/15.

(130008862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**Philips International Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 7.334.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 20 décembre 2012, que la liquidation de la société, décidée en date du 2 février 2012, a été clôturée et que PHILIPS INTERNATIONAL S.A. a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Pour: PHILIPS INTERNATIONAL S.A.

Société anonyme liquidée

Pour le Liquidateur: GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A.

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Susana Geneviève Martins / Isabelle Maréchal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013008063/19.

(130009162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**Ponte Carlo International Soparfi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 69.857.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 14 janvier 2013*

Monsieur DIEDERICH Georges est révoqué de ses fonctions d'administrateur.

Monsieur ROSSI Jacopo, employé privé, né le 20.04.1972 à San Dona di Piave (Italie), domicilié professionnellement au 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Pour extrait sincère et conforme

PONTE CARLO INTERNATIONAL SOPARFI S.A.

Régis DONATI

Administrateur

Référence de publication: 2013008072/17.

(130008883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**Mirowert S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 128.476.

—  
*Décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration en date du 20 décembre 2012:*

Ont été nommé jusqu'à l'assemblée générale de 2015:

- Luc BRAUN, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur, Administrateur-Délégué et Président
- Jean-Marie POOS, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Administrateur-Délégué.
- FIDESCO S.A., 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur;

Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée a nommé comme représentante permanente de FIDESCO S.A., Madame Evelyne GUILLAUME 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg;

- EURAUDIT Sàrl, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013007986/18.

(130008540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**Oniris S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3712 Rumelange, 24, rue des Artisans.  
R.C.S. Luxembourg B 65.720.

*Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 7 janvier 2013*

L'Actionnaire accepte la démission, avec effet immédiat, en date du 3 décembre 2012, de ses fonctions d'administrateur de Monsieur Claude WEBER, demeurant au 33 rue Evrard Ketten L-1856 Luxembourg.

L'Actionnaire décide de révoquer avec effet immédiat Monsieur Yves-Paul MANGIN de ses fonctions d'administrateur.

L'Actionnaire décide de nommer, avec effet immédiat, Madame Laurence WENK, née le 8 mai 1975 à Metz (France), demeurant 15, allée de la Sapinière F-57865 Amanvillers (France), aux fonctions d'administrateur unique de la société.

Le mandat de l'administrateur prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2016 statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

Madame Laurence WENK, étant désormais administrateur unique, son mandat d'administrateur-délégué devient caduque avec effet immédiat.

La société sera valablement engagée par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Référence de publication: 2013008032/18.

(130008735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**Otters S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 131.478.

*Décisions prises lors de la réunion du conseil d'administration du 11 janvier 2013*

Suite à la démission de Mr Gregorio PUPINO de sa fonction d'administrateur, en date du 30 novembre 2012, le conseil coopte comme nouvel administrateur, avec effet immédiat, Monsieur Cédric Finazzi, résidant professionnellement au 19/21 Boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Le conseil décide d'appeler à la fonction de Président du conseil d'administration Monsieur Andrea Carini.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2013008038/19.

(130008525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**SBT Grundstücksentwicklungsgesellschaft Metzdorf S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 106.101.

*Auszug aus der Beschlussfassung des Verwaltungsrates vom 11. Januar 2013*

Der Verwaltungsrat der Aktiengesellschaft SBT Grundstücksentwicklungsgesellschaft Metzdorf S.A. (die „Gesellschaft“) hat unter anderem folgenden Beschluss im Umlaufverfahren gefasst:

**Erster Beschluss**

Der Verwaltungsrat beschließt einstimmig, den Sitz der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. Dezember 2012 nach L-2453 LUXEMBOURG, 5, rue Eugène Ruppert zu verlegen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 15. JANUAR 2013.

Für die Gesellschaft

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2013008131/17.

(130009220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**SBT IMMOBILIEN Luxembourg Erste Objektgesellschaft S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 159.373.

*Auszug aus der Beschlussfassung des Verwaltungsrates vom 11. Januar 2013*

Der Verwaltungsrat der Aktiengesellschaft SBT IMMOBILIEN Luxembourg Erste Objektgesellschaft S.A. (die „Gesellschaft“) hat unter anderem folgenden Beschluss gefasst:

*Erster Beschluss*

Der Verwaltungsrat beschließt einstimmig, den Sitz der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. Dezember 2012 nach L-2453 LUXEMBOURG, 5, rue Eugene Ruppert zu verlegen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 15. JANUAR 2013.

*Für die Gesellschaft*

*Ein Bevollmächtigter*

Référence de publication: 2013008132/17.

(130009217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

**Smart Fact S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.  
R.C.S. Luxembourg B 122.835.

*Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 9 janvier 2013:*

- Mons. Erik van Os, résidant professionnellement au 2 Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé administrateur de la société, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Mme. Anja Wunsch, avec effet au 9 janvier 2013.

- Le nouveau mandat de Mons. Erik van Os prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013 statuant sur les comptes annuels de 2012.

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

*Signatures*

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2013008149/16.

(130008570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

**Shell Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 168.706.

- Constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à L-LUXEMBOURG, en date du 9 mai 2012, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 1426 du 8 juin 2012.

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire du 14 janvier 2013 que suite aux lettres de démission adressées par Mademoiselle Jeanne PIEK et Messieurs Didier KIRSCH et Jean FABER aux actionnaires de la société SHELL INVEST S.A., ont été nommés en remplacement avec effet immédiat jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017:

- Monsieur Jordane MINETTE, administrateur de sociétés, demeurant 3, Bei Hens, L-9753 Heinerscheid, Luxembourg: Administrateur et Président.

- Monsieur Roger MINETTE, administrateur de sociétés, demeurant 3, Bei Hens, L-9753 Heinerscheid, Luxembourg: Administrateur.

- Madame Aurélie ROGISTER, employée privée, demeurant 31, Houlbousse, B-4400 Flemalle, Belgique: Administrateur.

Luxembourg, le 15 janvier 2013.

*Pour la société SHELL INVEST S.A.*

*Fiduciaire Femand Faber*

Référence de publication: 2013008145/21.

(130009105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.



**Santelmo S.A., Société Anonyme Soparfi.**

R.C.S. Luxembourg B 158.617.

—  
Experta Corporate and Trust Services S.A., Luxembourg, en abrégé Experta Luxembourg, société anonyme, en sa qualité d'agent domiciliataire, a dénoncé le siège social de la société anonyme SANTELMO S.A., 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, RCS Luxembourg B-158617, avec effet au 27 décembre 2012 et résilié la convention de domiciliation.

Luxembourg, le 14 janvier 2013.

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Caroline Felten / Elisa Paola Armandola

Référence de publication: 2013008130/13.

(130008400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

**Skywarp SP 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 164.842.

—  
Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 13 décembre 2012 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 12, rue Guillaume Kroll, L-1883 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2012.

- L'adresse professionnelle de Monsieur Fabio Ceccarelli a été transférée du 12, rue Guillaume Kroll, L-1883 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008119/14.

(130008861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

**Scheme Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 117.532.

—  
Il résulte d'une décision des associés de la Société en date du 2 janvier 2013 que le siège social de la Société est transféré du 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, avec effet au 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008116/13.

(130008846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

**OTMT Acquisition II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 164.879.

—  
Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 12 décembre 2012 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 12, rue Guillaume Kroll, L-1883 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2012;

- L'adresse professionnelle de Monsieur Fabio Ceccarelli et Monsieur François Bourgon a été transférée du 12, rue Guillaume Kroll, L-1883 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Référence de publication: 2013008036/14.

(130008857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

**PATRIZIA Lux TopCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 167.110.

—  
hiermit bestätige ich, Dr. Bernhard Engelbrecht, Geschäftsführer der PATRIZIA LUX 60 S.à r.l., dass die PATRIZIA Lux TopCo S.à r.l. ab dem 15. Januar 2013 von der 4, Grand Rue L-1660 Luxembourg den Firmensitz in die 2-4, Rue Beck L-1222 Luxembourg verlegt hat.

Hiermit bitte ich Sie als einzelzeichnungsberechtigter Geschäftsführer der PATRIZIA Lux TopCo S.à r.l. die Eintragung von der 4, Grand Rue auf die neue Firmenanschrift in der 2-4, Rue Beck zu ändern.

PATRIZIA Lux TopCo S.à r.l.

Dr. Bernhard ENGELBRECHT

Référence de publication: 2013008284/14.

(130008791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

**Patrizia Real Estate 32 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 165.544.

—  
hiermit bestätige ich, Dr. Bernhard Engelbrecht, Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 32 S.à r.l., dass die PATRIZIA Real Estate 32 S.à r.l. ab dem 15. Januar 2013 von der 4, Grand Rue L-1660 Luxembourg den Firmensitz in die 2-4, Rue Beck L-1222 Luxembourg verlegt hat.

Hiermit bitte ich Sie als einzelzeichnungsberechtigter Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 32 S.à r.l. die Eintragung von der 4, Grand Rue auf die neue Firmenanschrift in der 2-4, Rue Beck zu ändern.

PATRIZIA Real Estate 32 S.à r.l.

Dr. Bernhard Engelbrecht

Référence de publication: 2013008300/14.

(130008808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

**Patrizia Real Estate 31 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 170.700.

—  
hiermit bestätige ich, Dr. Bernhard Engelbrecht, Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 31 S.à r.l., dass die PATRIZIA Real Estate 31 S.à r.l. ab dem 15. Januar 2013 von der 4, Grand Rue L-1660 Luxembourg den Firmensitz in die 2-4, Rue Beck L-1222 Luxembourg verlegt hat.

Hiermit bitte ich Sie als einzelzeichnungsberechtigter Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 31 S.à r.l. die Eintragung von der 4, Grand Rue auf die neue Firmenanschrift in der 2-4, Rue Beck zu ändern.

PATRIZIA Real Estate 31 S.à r.l.

Dr. Bernhard Engelbrecht

Référence de publication: 2013008299/14.

(130008803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

**Fiscoges, Expert Comptable, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1229 Luxembourg, 3, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 155.184.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Gérant

Référence de publication: 2013009342/12.

(130010272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

**Fondaco S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.  
R.C.S. Luxembourg B 36.480.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Le Mandataire*

Référence de publication: 2013009346/12.

(130010565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

---

**Capucins Diffusion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 15-17, rue des Capucins.  
R.C.S. Luxembourg B 60.211.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013009198/14.

(130010978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

---

**Bagnadore S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 64.825.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 11 janvier 2013*

Est nommé administrateur de catégorie B, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014, Monsieur Claude SCHMITZ, conseiller fiscal, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Thierry FLEMING administrateur de catégorie B, démissionnaire en date de ce jour

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Référence de publication: 2013009135/14.

(130010646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

---

**PATRIZIA Real Estate 10 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.  
R.C.S. Luxembourg B 122.981.

hiermit bestätige ich, Dr. Bernhard Engelbrecht, Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 10 S.à r.l., dass die PATRIZIA Real Estate 10 S.à r.l. ab dem 15. Januar 2013 von der 4, Grand Rue L-1660 Luxembourg den Firmensitz in die 2-4, Rue Beck L-1222 Luxembourg verlegt hat.

Hiermit bitte ich Sie als einzelzeichnungsberechtigter Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 10 S.à r.l. die Eintragung von der 4, Grand Rue auf die neue Firmenanschrift in der 2-4, Rue Beck zu ändern.

PATRIZIA Real Estate 10 S.à r.l.

Dr. Bernhard Engelbrecht

Référence de publication: 2013008297/14.

(130008795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**PATRIZIA Real Estate 50 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 123.126.

—  
hiermit bestätige ich, Dr. Bernhard Engelbrecht, Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 50 S.à r.l., dass die PATRIZIA Real Estate 50 S.à r.l. ab dem 15. Januar 2013 von der 4, Grand Rue L-1660 Luxembourg den Firmensitz in die 2-4, Rue Beck L-1222 Luxembourg verlegt hat.

Hiermit bitte ich Sie als einzelzeichnungsberechtigter Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 50 S.à r.l. die Eintragung von der 4, Grand Rue auf die neue Firmenanschrift in der 2-4, Rue Beck zu ändern.

PATRIZIA Real Estate 50 S.à r.l.

Dr. Bernhard Engelbrecht

Référence de publication: 2013008295/14.

(130008841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

**PATRIZIA Real Estate 60 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 123.124.

—  
hiermit bestätige ich, Dr. Bernhard Engelbrecht, Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 60 S.à r.l., dass die PATRIZIA Real Estate 60 S.à r.l. ab dem 15. Januar 2013 von der 4, Grand Rue L-1660 Luxembourg den Firmensitz in die 2-4, Rue Beck L-1222 Luxembourg verlegt hat.

Hiermit bitte ich Sie als einzelzeichnungsberechtigter Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 60 S.à r.l. die Eintragung von der 4, Grand Rue auf die neue Firmenanschrift in der 2-4, Rue Beck zu ändern.

PATRIZIA Real Estate 60 S.à r.l.

Dr. Bernhard Engelbrecht

Référence de publication: 2013008296/14.

(130008847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

**PATRIZIA Real Estate 20 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 122.982.

—  
hiermit bestätige ich, Dr. Bernhard Engelbrecht, Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 20 S.à r.l., dass die PATRIZIA Real Estate 20 S.à r.l. ab dem 15. Januar 2013 von der 4, Grand Rue L-1660 Luxembourg den Firmensitz in die 2-4, Rue Beck L-1222 Luxembourg verlegt hat.

Hiermit bitte ich Sie als einzelzeichnungsberechtigter Geschäftsführer der PATRIZIA Real Estate 20 S.à r.l. die Eintragung von der 4, Grand Rue auf die neue Firmenanschrift in der 2-4, Rue Beck zu ändern.

PATRIZIA Real Estate 20 S.à r.l.

Dr. Bernhard Engelbrecht

Référence de publication: 2013008298/14.

(130008798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

**Fructi Causa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8528 Colpach-Haut, 4, Aline an Emile Mayrischstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 104.396.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signatures

*Administrateur délégué*

Référence de publication: 2013009355/12.

(130010280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2013.

**Sermil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 174.749.

—  
STATUTES

In the year two thousand and thirteen.

On the eighteenth of January.

Before Us Maître Henri BECK, notary residing in Echternach (Grand Duchy of Luxembourg).

Is held the extraordinary general meeting of the shareholders of the company of Italian law SERMIL S.R.L., having its registered office at I-24121 Bergamo, via Giuseppe Verdi n° 14, registered with the "Registro Imprese di Bergamo" under the number 0156350169,

having a share capital of one hundred thousand Euro (€ 100.000.-), represented by ten thousand (10.000) shares with a par value of ten Euro (€ 10.-) each.

The meeting is presided by Mr. H.H.J. (Rob) KEMMERLING, director, residing professionally at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

The Chairman appoints as secretary Mr. Djilali KEHAL, private employee, residing professionally at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare,

and the meeting elects as scrutineer Ms. Valérie ALBANTI, private employee, residing professionally at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares they hold are shown on an attendance list, signed by the shareholders who are present, by the proxy-holders of the represented shareholders, by the board of the meeting and the undersigned notary. The attendance list and the proxies will remain annexed to the present deed in order to be recorded with it.

II.- As appears from the said attendance list, all the shares representing the entire capital, are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting may validly decide on all the items of the agenda.

III.- The agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1.- Ratification of the resolutions passed by the sole shareholder of the Company on October 23, 2012, which resolved, among others, to transfer the registered office from Bergamo (Italy) to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.- Resignation and discharge to be given to the present director of the company.

3.- Confirmation of the transfer of the Company's registered office to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and change of the nationality of the Company at the present time of Italian nationality, to a company of Luxembourg nationality and transfer of the effective place of management of the company to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.- Change of the purpose of the company to give it the following wording:

"The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The company will be allowed to act as a commercial intermediary on the markets.

The company may also buy, sell, rent and administer any real estates as well in the Grand-Duchy of Luxembourg as in foreign countries.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies.

The company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose."

5.- Revision of the Articles of Association of the Company for the purpose of its transfer and continuation in the Grand Duchy of Luxembourg under the name of SERMIL S.à r.l. and under the form of a "société à responsabilité limitée."

6.- Confirmation of the establishment of the registered office at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

7.- Appointment of the manager(s).

8.- Miscellaneous.

After the foregoing has been approved by the meeting, the latter has unanimously taken the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting ratifies the resolutions passed by the sole shareholder of the Company on October 23, 2012, by which it was resolved, among others, to transfer the registered office from Bergamo (Italy) to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Second resolution*

The resignation of the present director of the Company is accepted and, by special vote, discharge is granted to him for the execution of his mandate until today.

*Third resolution*

The transfer of the registered office, the transfer of effective place of management of the company to the Grand Duchy of Luxembourg and the change of nationality of the company, at the present time of Italian nationality, to a company of Luxembourg nationality and transfer of the effective place of management of the company to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, thereby maintaining and continuing its legal personality, are confirmed.

*Fourth resolution*

The general meeting decides to change the purpose of the company and to give it the wording as mentioned in the point 4.- of the agenda of the present meeting.

*Fifth resolution*

The company adopts the form of a "société à responsabilité limitée" under the name of SERMIL S.à r.l. and the articles of association of the Company, after revision in order to conform them to the Luxembourg law, have henceforth the following wording:

## ARTICLES OF ASSOCIATION

**Chapter I. - Purpose - Name - Duration**

**Art. 1.** There exists a corporation in the form of a private limited company (société à responsabilité limitée), which is ruled by the concerning laws and the present articles of incorporation.

**Art. 2.** The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The company will be allowed to act as a commercial intermediary on the markets.

The company may also buy, sell, rent and administer any real estates as well in the Grand-Duchy of Luxembourg as in foreign countries.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies.

The company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

**Art. 3.** The Corporation is established for an unlimited duration.

**Art. 4.** The Corporation shall take the name of SERMIL S.à r.l..

**Art. 5.** The registered office shall be in Luxembourg.

The corporation may open branches in other countries.

It may, by a simple decision of the associates, be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

**Chapter II. - Corporate capital - Shares**

**Art. 6.** The Company's capital is set at ONE HUNDRED THOUSAND EURO (€ 100.000.-), represented by ten thousand (10.000) shares with a par value of TEN EURO (€ 10.-) each.

**Art. 7.** The shares shall be freely transferable between associates. They can only be transferred inter vivo or upon death to non-associates with the unanimous approval of all the associates.

In this case the remaining associates have a pre-emption right. They must use this pre-emption right within thirty days from the date of refusal to transfer the shares to a non-associate person. In case of use of this pre-emption right the value of the shares shall be determined pursuant to par. 6 and 7 of article 189 of the Company law.

**Art. 8.** Death, state of minority declared by the court, bankruptcy or insolvency of an associate do not affect the corporation.

**Art. 9.** Creditors, beneficiaries or heirs shall not be allowed for whatever reason to place the assets and documents of the corporation under seal, nor to interfere with its management; in order to exercise their rights they will refer to the values established by the last balance-sheet and inventory of the corporation.

### Chapter III. - Management

**Art. 10.** The Corporation is managed by one or more managers. In case of plurality of managers, they constitute a board of managers. The manager(s) need(s) to not be member(s).

The manager(s) is/are appointed and removed by the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates.

**Art. 11.** Each associate, without consideration to the number of shares he holds, may participate to the collective decisions; each associate has as many votes as shares. Any associate may be represented at general meetings by a special proxy holder.

**Art. 12.** Collective resolutions shall be taken only if adopted by associates representing more than half of the corporate capital.

Collective resolutions amending the articles of incorporation must be approved by the votes representing three quarters (3/4) of the corporate capital.

**Art. 13.** In case that the corporation consists of only one share owner, the powers assigned to the general meeting are exercised by the sole shareholder.

**Art. 14.** The managers in said capacity do not engage their personal liability concerning by the obligation they take regularly in the name of the corporation; as pure proxies they are only liable for the execution of their mandate.

**Art. 15.** Part of the available profit may be assigned as a premium in favour of the managers by a decision of the share owners.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

**Art. 16.** The fiscal year shall begin on the 1<sup>st</sup> of January and terminate on the 31<sup>st</sup> of December.

### Chapter IV. - Dissolution - Liquidation

**Art. 17.** In case of dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may not be shareholders and shall be nominated by the associates who shall determine their powers and compensations.

### Chapter V. - General stipulations

**Art. 18.** All issues not referred to in these articles, shall be governed by the concerning legal regulations.

#### *Sixth resolution*

The establishment of the registered office is at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

#### *Seventh resolution*

The number of managers is set at three.

Are appointed as managers of the company for an unlimited period:

- Mr. Claude ZIMMER, bachelor of law, master in economics, residing professionally at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

- Mr. H.H.J. (Rob) KEMMERLING, director, residing professionally at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

- The company Luxglobal Management S.à r.l., with registered office at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 159.893.

The company will be validly bound under all circumstances by the joint signatures of two managers.

#### *Attribution of the shares*

All the ten thousand (10.000) shares have been attributed to the company of Luxembourg Law BERTES S.A., having its registered office at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 55.683.

There being no further business on the agenda, the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the French version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their surname, Christian name, civil status and residence, they have signed together with us, the notary, the present original deed.



**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize.

Le dix-huit janvier.

Par devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société de droit italien SERMIL S.R.L., ayant son siège social à I-24121 Bergamo, via Giuseppe Verdi n° 14, inscrite au "Registro Imprese di Bergamo" sous le numéro 0156350169,

ayant un capital social de cent mille Euros (€ 100.000.-), représenté par dix mille (10.000) parts sociales d'une valeur nominale de dix Euros (€ 10.-) chacune.

L'assemblée est présidée par Monsieur H.H.J. (Rob) KEMMERLING, directeur, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Djilali KEHAL, employé privé, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare,

et l'assemblée désigne comme scrutateur Madame Valérie ALBANTI, employée privée, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

Le bureau étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés, le bureau de l'assemblée et le notaire instrumentaire. La liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Il résulte de la liste de présence que toutes les parts sociales, représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1.- Ratification des résolutions prises par l'associé unique de la société qui a décidé, entre autres, de transférer le siège social de Bergamo (Italie) à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.- Démission et décharge à donner à l'administrateur actuel de la société.

3.- Confirmation du transfert du siège social à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et changement de la nationalité actuelle d'une société de nationalité italienne en une société de nationalité luxembourgeoise et transfert du lieu effectif de direction de la Société à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.- Modification de l'objet de la société pour lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société pourra faire de l'intermédiation commerciale sur les marchés.

La société pourra également acheter, vendre, louer et gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger

La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet."

5.- Refonte complète des statuts de la société en vue de son transfert et de sa continuation au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination de SERMIL S.à r.l. et sous la forme d'une société à responsabilité limitée.

6.- Confirmation de l'établissement du siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

7.- Nomination du/des gérant(s).

8.- Divers.

L'assemblée ayant approuvé les déclarations qui précèdent, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale ratifie les résolutions prises par l'associé unique de la société qui a décidé, entre autres, de transférer le siège social de Bergamo (Italie) à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.



### *Deuxième résolution*

La démission de l'administrateur actuel de la société est acceptée et, par vote spécial, décharge lui est accordée pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

### *Troisième résolution*

Le transfert du siège social ainsi que le transfert du lieu effectif de direction à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et changement de la nationalité actuelle d'une société de nationalité italienne en une société de nationalité luxembourgeoise et transfert du lieu effectif de direction de la Société à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg sont confirmés, maintenant et continuant de ce fait sa personnalité juridique.

### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'objet de la société et de lui donner la teneur comme mentionnée dans le point 4.- de l'ordre du jour de la présente assemblée.

### *Cinquième résolution*

La société adopte la forme d'une société à responsabilité limitée sous la dénomination de SERMIL S.à r.l. et les statuts, après une refonte totale pour les adapter à la loi luxembourgeoise, auront désormais la teneur suivante:

## STATUTS

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société pourra faire de l'intermédiation commerciale sur les marchés.

La société pourra également acheter, vendre, louer et gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger

La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société prend la dénomination de SERMIL S.à r.l..

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg. La société peut ouvrir des succursales dans d'autres pays. Le siège pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

## **Titre II. - Capital social - Parts sociales**

**Art. 6.** Le capital social est fixé à CENT MILLE EUROS (€ 100.000.-), représenté par dix mille (10.000) parts sociales d'une valeur nominale de DIX EUROS (€ 10.-) chacune.

**Art. 7.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

**Art. 8.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 9.** Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

## **Titre III. - Administration et Gérance**

**Art. 10.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, ils constituent un conseil de gérance. Le ou les gérants n'ont pas besoin d'être associés.

Le ou les gérants sont désignés et révoqués par l'assemblée générale des associés qui précisera leurs pouvoirs et la durée de leurs mandats ainsi que leur rémunération.

**Art. 11.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent: chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 12.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

**Art. 13.** Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

**Art. 14.** Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 15.** Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

**Art. 16.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

#### **Titre IV. - Dissolution - Liquidation**

**Art. 17.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

#### **Titre V. - Dispositions générales**

**Art. 18.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

##### *Sixième résolution*

L'établissement du siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare est confirmé.

##### *Septième résolution*

Le nombre de gérants est fixé à trois. Sont nommés gérants de la société pour une durée illimitée:

- Monsieur Claude ZIMMER, licencié en droit, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

- Monsieur H.H.J. (Rob) KEMMERLING, directeur, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

- La société Luxglobal Management S.à r.l., ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 159.893.

La société sera engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux gérants.

##### *Attribution des parts sociales*

Toutes les dix mille (10.000) parts sociales ont été attribuées à la société de droit luxembourgeois BERTES S.A., ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 55.683.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: H.H.J. KEMMERLING, D. KEHAL, V. ALBANTI, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 22 janvier 2013. Relation: ECH/2013/129. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 28 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016028/313.

(130018724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

---

**Libero Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 160.280.

---

Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 12 décembre 2012 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 12, rue Guillaume Kroll, L-1883 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2012;

- L'adresse professionnelle de Monsieur Fabio Ceccarelli a été transférée du 12, rue Guillaume Kroll, L-1883 Luxembourg au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg avec effet au 30 novembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Référence de publication: 2013007894/14.

(130008858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

---

**Econopolis Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 174.910.

---

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of January.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Econopolis Wealth Management N.V., a limited liability company, incorporated and existing under the laws of Belgium, having its registered office at Joe Englishstraat 54, B-2140 Antwerp, registered with the Register for Legal Entities of Mechelen under number 0812.127.055,

here represented by Me Caroline Weber, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 10 December 2012.

The proxy signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be registered together therewith.

Such appearing party, represented as aforementioned, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a company which is hereby formed:

**Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "ECONOPOLIS FUNDS" (the "Company").

**Art. 2.** The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles"), as prescribed in Article 27 hereof.

**Art. 3.** The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities and other liquid financial assets permitted by the Law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as it may be amended from time to time (the "Law"), with the aim of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it deems useful for the fulfillment and development of its object to the largest extent permitted by Part I of the Law.

**Art. 4.** The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors. The registered office of the Company may be transferred to any other place of Luxembourg City by resolution of the board of directors. If and to the extent permitted by law, the board of directors may also decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on

the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

**Art. 5.** The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the value of the net assets of the Company as defined in Article 22 hereof.

The initial capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) represented by three hundred and ten (310) shares with no par value.

The minimum capital of the Company shall be the minimum provided by the Law. This minimum capital must be reached within a period of six months following the authorisation of the Company as an undertaking for collective investment in transferable securities under Luxembourg law.

The board of directors is authorized without limitation to issue further fully paid up shares at any time pursuant to Article 6 hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions, receiving payment for such new shares and for issuing them.

Such shares may, as the board of directors shall determine, be issued in different classes within the meaning of Article 181 of the Law (individually a "class" and collectively "classes") and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to Article 3 hereof in different types of transferable securities and other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones or with such other specific features, as the board of directors shall from time to time determine in respect of each class of shares or in respect of each pool of assets as defined in Article 22 hereof.

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each class shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding class and the assets of a specific class are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that class. The board of directors may further decide to create within each such class two or more categories of shares (each a "sub-class") the issue proceeds of which will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the class concerned but where a specific distribution policy such as entitling to dividends ("Distribution Shares") or as not entitling to dividends ("Capitalisation Shares") or a specific sales, redemption or distribution charge structure, hedging policy or any other feature may apply to each sub-class. For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to "class" shall also mean a reference to "sub-class" unless the context otherwise requires.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the classes.

A general meeting of shareholders of a class may decide to cancel shares in a given class and refund shareholders for the value of their shares. This general meeting will deliberate without any quorum requirement and the decision will be taken by a majority of the votes cast. As soon as the decision to wind up a class is taken, the issue, redemption or conversion of shares in this class is prohibited and shall be deemed void.

If the net assets of a class fall below an amount determined by the board of directors and provided for in the sales documents of the Company or if, in the opinion of the board of directors, significant changes in the political or economic situation render this decision necessary, in order to proceed to an economic rationalisation or if the interests of the shareholders of a class so require, the board of directors may decide to liquidate the relevant class by compulsory redemption of the remaining shares in the class concerned without any approval of the shareholders being necessary.

The amounts not claimed by the shareholders at the Depositary Bank (as defined herebelow) at the time of the closure of the liquidation will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg where they will be available to them for the period established by law. At the end of such period unclaimed amounts will reverse to the Luxembourg State.

Any merger of a class shall be decided by the board of directors unless the board of directors decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the class concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of one or more class(es) where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of shareholders for which no quorum is required and that may decide with a simple majority of votes cast. In addition, the provisions on mergers of undertakings for collective investment in transferable securities (the "UCITS") set forth in the Law and any implementing regulation (relating in particular to the notification to the shareholders concerned) shall apply.

The board of directors may also, subject to regulatory approval (if required), decide to consolidate any sub-classes within a class or split any class or sub-class. Such decision will be published or notified if required by, and in accordance with, the applicable laws and regulations and the publication and/or notification will contain information in relation to the proposed split or consolidation. The board of directors may also decide to submit the question of the consolidation or split of sub-class(es) to a meeting of holders or such sub-class(es). No quorum shall be required for this meeting and decisions shall be taken by the simple majority of the votes cast.

**Art. 6.** The Company will issue shares of each class in registered form only. The Company will only issue a confirmation of a shareholder's shareholding.

Unless otherwise permitted in the sales documents of the Company, shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the subscription price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance

of the subscription and receipt of the subscription price, receive title to the shares purchased by him. If payment on a subscription is not made within the period prescribed by the board of directors, the Company may either sue the defaulting subscriber for payment of the subscription price on which interest at a rate of 15 per cent. per annum will accrue up to the date of actual payment and without any need for a notice, or cancel this subscription and sue the defaulting subscriber for any difference between the subscription price and the next determined net asset value with interest thereon calculated as aforesaid. The board of directors or any duly appointed agent may further decide to compulsorily redeem shares the subscription which would not be made in accordance with the sales documents of the Company or whose wired subscription amounts would be insufficient to cover the relevant subscription price (including, for the avoidance of doubt, any applicable subscription charge). Such redemption will be carried out under the most favourable conditions for the Company, including among other the possibility for the Company to keep the difference between the redemption price and the subscription price when the latter is lower than the former or claim to the relevant investor that difference when the latter is higher than the former. All issued shares of the Company shall be inscribed in the register of shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such register shall contain the name of each holder of shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, and the number of shares held by him and the amount paid up on each fractional share. The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences the shareholder's right of ownership on such registered shares. Every transfer and devolution of a share shall be entered in the register of shareholders.

The address of the shareholders as well as all other personal data of shareholders collected by the Company and/or any of its agents may be collected, recorded, stored, adapted, transferred or otherwise processed and used ("processed") by the Company, its agents and other companies of the Econopolis Group and the Edmond de Rothschild Group, any subsidiary or affiliate thereof, which may be established outside Luxembourg and/or the European Union, including the US and India, and the financial intermediary of shareholders. Such data may be processed for the purposes of account administration, anti-money laundering and counter-terrorist financing identification, tax identification (including, but not limited to, for the purpose of compliance with the Foreign Account Tax Compliance Act, as might be amended, completed or supplemented ("FATCA")) as well as the development of business relationships including sales and marketing of Econopolis Group or Edmond de Rothschild Group products and services.

Transfer of registered shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any such transfer inscription in the register of shareholders shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will also be entered in the register of shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class on a pro rata basis.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the Net Asset Value per share of the relevant class as determined in compliance with Article 22 hereof as of the applicable Valuation Day (defined in Article 21 hereof). Such price may be increased by applicable sales commissions to be paid to various financial intermediaries, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a period of time before or from the relevant Valuation Day as determined by the board of directors and provided for in the sales documents of the Company.

Furthermore, the board of directors may impose restrictions in relation to the minimum initial investment amount, the minimum amount of any additional investments and the minimum holding amount.

The board of directors may agree, at its sole discretion, to issue shares as consideration for a contribution in kind of transferable securities and other permitted assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the approved statutory auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé") if and to the extent required by Luxembourg law or by the board of directors of the Company, and provided that such transferable securities and other permitted assets comply with the investment objectives, policies and restrictions of the relevant class. The costs relating to the contribution in kind will be borne by the subscribing shareholder unless the board of directors determines at its sole discretion that the relevant contribution in kind is in the interest of

the relevant class and its shareholders, in which case part or all of the costs of the valuation report will be borne by the class.

**Art. 7.** Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company under the procedures set forth by the board of directors in the sales documents of the Company and within the limits provided by law and these Articles. The redemption price shall in principle be paid within the period of time after the date on which the applicable Net Asset Value was determined, as provided for in the sales documents of the Company, and shall be equal to the Net Asset Value as determined in accordance with the provisions of Article 22 hereof, less such sales charge as the sales documents of the Company may provide. Any such request must be filed by such shareholder (i) in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares or (ii) in such other form permitted by the board of directors as provided for in the sales documents of the Company. Shares redeemed by the Company shall be cancelled.

The board of directors may, at its sole discretion, with respect to any class of shares of the Company, extend the period for payment of redemption proceeds to such period as shall be necessary to realise the assets in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets attributable to such class of shares shall be invested. The board of directors may also, in respect of any class of shares, determine a notice period required for lodging any redemption request. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of shares of the Company and any applicable notice period will be provided for in the sales documents of the Company.

If as a result of a redemption request, the value of the shares held by any shareholder would become less than the minimum holding amount specified in the sales documents, then the Company may decide that his request be treated as a request for redemption of the full balance of such shareholder's holding of shares.

If on any Valuation Day redemption requests relate to more than 10% of the net assets of a class or sub-class, the board of directors may decide to postpone the portion of such requests in excess of 10% of the net assets in the class or subclass until the next Valuation Day, by reducing all redemption and conversion requests received proportionally. Delayed requests will be given priority compared to later requests, but the Company may delay again those requests exceeding the above limit of 10%.

The board of directors may also decide, with the consent of the relevant shareholder, to defer a redemption request on different subsequent Valuation Days.

The board of directors may decide, at its sole discretion but subject to the shareholder's consent, to satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholder investments attributed to the relevant class, in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed.

To the extent required by law or by the board of directors, a special audit report by the approved statutory auditor of the Company will be issued, at the costs of the redeeming shareholder unless the board of directors considers that the redemption in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of its shareholders, in which case part or all of the cost of the valuation report will be borne by the class.

Any request for redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 21 hereof.

Unless otherwise determined by the board of directors for certain classes, any shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class or the conversion of whole or part of his shares from one sub-class of a class into another sub-class within the same class or another class, subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the board of directors shall determine and disclose in the sales documents of the Company.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

The price for the conversion of shares from one sub-class into another subclass shall be computed by reference to the respective Net Asset Value per share of the relevant class calculated as of the same Valuation Day, and treated as a redemption followed by a subscription.

If as a result of any request for conversion the holding of any shareholder in any class would fall below such minimum holding amount as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

**Art. 8.** The board of directors may restrict or prevent the ownership of shares by any U.S. person (as defined hereafter) and/or any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company or its shareholders, may result in a breach of any applicable law or regulation (whether Luxembourg or foreign) or may expose the Company or its shareholders to liabilities (to include, inter alia, regulatory or tax liabilities and any other tax liabilities that might derive, inter alia, from any FATCA requirements or any breach thereof) or any other pecuniary disadvantages which the Company or its shareholders would not otherwise have incurred or been exposed to. Such persons, firms or corporate bodies (including US persons and/or persons subject to, or in breach of FATCA requirements) are herein referred to as "Prohibited Persons".

For such purposes the Company may:



a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a Prohibited Person,

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares in, the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shares rests or will rest in a Prohibited Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person,

c) where it appears to the Company that any Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties in a timely manner as the Company may require, the Company may compulsorily redeem all or a proportion of the shares held by such shareholders, as may be necessary, in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "purchase notice") upon the shareholder appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the purchase price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed from the register of shareholders.

2) The price at which the shares specified in any purchase notice shall be purchased (herein called the "purchase price") shall be an amount equal to the Net Asset Value per share in the Company, determined in accordance with Article 22 hereof.

3) Payment of the purchase price will be made to the former owner of such shares in the currency fixed by the board of directors for the payment of the purchase price of the shares of the relevant class, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere or paid by a cheque sent to the last address in the register of shareholders (as specified in the purchase notice) or by wire transfer upon final determination of the purchase price. Upon deposit of such purchase price as aforesaid no person interested in the shares specified in such purchase notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the purchase price so deposited (without interest) from such bank.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

d) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company, class or sub-class,

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as set forth in the sales documents of the Company. The board of directors may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

In addition to the foregoing, the board of directors may restrict the issue and transfer of shares of a class or sub-class to institutional investors within the meaning of Article 174(2) of the Law. The board of directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a class or subclass reserved for institutional investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an institutional investor. If it appears at any time that a holder of shares of a class or sub-class reserved to institutional investors is not an institutional investor, the board of directors will convert the relevant shares into shares of a class or sub-class which is not restricted to institutional investors (provided that there exists such a class or subclass with similar characteristics) and notify the relevant shareholder of such conversion or compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this article. Should the holding of any institutional investor fall below the minimum holding amount disclosed in the sales documents of the Company, the board of directors may either compulsorily redeem the relevant shares or convert such shares into shares of a class or sub-class which has no such minimum holding amount and notify the relevant shareholder of such conversion. The board of directors will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse any transfer of shares to be entered into the register of shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares of a class or sub-class restricted to institutional investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an institutional investor.

**Art. 9.** Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 10.** The annual general meeting of shareholders shall be held each year, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on 15 April at 11 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the previous business day.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the board of directors. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

**Art. 11.** The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the Net Asset Value per share of any class is entitled to one vote, subject to such limitations as may be imposed by these Articles. Fractional shares shall not be entitled to vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing any other person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy will remain valid for any reconvened meeting unless it is specifically revoked.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders. Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

**Art. 12.** Shareholders will meet upon call by the board of directors or upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company pursuant to notices setting forth the agenda and which shall be sent and/or published in accordance with Luxembourg law.

**Art. 13.** The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members; members of the board of directors need not be shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

**Art. 14.** The board of directors will choose from among its members a chairman who must be a physical person and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint the chairman pro tempore by a vote of the majority present at any such meeting.

The board of directors may from time to time appoint the officers of the Company including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or telex of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing the proxy. A director may represent several of his colleagues. Directors may also cast their vote by letter, telex, fax or telegram in which event they shall be deemed present at the relevant meeting.

Circular resolutions may also be passed in writing by the board of directors provided all directors, by affixing their signature to the wording of the circular resolution on one or several similar documents, have thereby consented to the passing of a circular resolution.



Any director may attend a meeting of the board of directors using teleconference means or similar means of communication equipment, provided that (i) the director attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors or by circular resolution. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least fifty per cent of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the board of directors, or to contracting parties. The board of directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board of directors or not) as it thinks fit.

**Art. 15.** The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

**Art. 16.** The board of directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have the power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The board of directors shall also determine any restriction which shall from time to time be applicable to the investments of the Company, in accordance with Part I of the Law, including, without limitation, restrictions in respect of:

- a) the borrowings of the Company and the pledging of its assets,
- b) the maximum percentage of its assets which it may invest in any form or class of transferable security and/or other eligible asset and the maximum percentage of any form or class of transferable security and/or other eligible asset which it may acquire;
- c) if and to what extent the Company may invest in other undertakings for collective investment of the open-ended type. In that respect the board of directors may decide to invest, to the extent permitted by the Law, in units or shares of other undertakings for collective investment of the open-ended type managed, directly or by delegation, by the Management Company (as defined herebelow) or by any other company with which the Management Company is linked by common management or control or by a substantial direct or indirect holding. The Company will not invest more than ten percent (10%) of the net assets of any class in units or shares of undertakings for collective investment in transferable securities or other undertakings for collective investment as defined in Article 41(1)e) of the Law, except otherwise provided in the sales documents of the Company in relation to a given class.

The board of directors may decide that investments of the Company be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any member State of the European Union, (ii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a recognized stock exchange in any other country in Europe, Asia, Oceania, the American continents and Africa, (iii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another regulated market in any such member State of the European Union or other country referred to above, provided that such market operates regularly and is recognized and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing on any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such listing is secured within one year of the issue, as well as (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations and provided for in the sales documents of the Company.

The board of directors of the Company may decide to invest under the principle of risk-spreading up to 100 % of the total net assets of each class of shares of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any member State of the European Union, its local authorities or by any non member State of the European Union, as acceptable to the Luxembourg supervisory authority and provided for in the sales documents of the Company or by public international bodies of which one or more member States of the European Union are members provided that in the case where the Company decides to make use of this provision the relevant class of shares must hold securities from at least six different issues and the value of securities from any one issue may not account for more than 30 % of such classes' Net Asset Value.

The board of directors may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/ or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as provided for in the sales documents of the Company.

The board of directors may decide that investments of the Company be made so as to replicate stock indices and/or debt securities indices to the extent permitted by the Law provided that the relevant index is recognised as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark and is clearly provided for in the sales documents of the Company.

Any class of shares may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more class(es) of shares of the Company. In this case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares will be suspended for as long as they are held by the class of shares concerned. In addition and for as long as these shares are held by a class of shares, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any class of shares qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing class of shares into a feeder UCITS class of shares or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS classes of shares.

Investments of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries incorporated in any suitable jurisdiction and carrying on management activities exclusively for the Company, and this primarily, but not solely, for the purposes of greater tax efficiency. When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of shares at the request of shareholders, paragraphs (1) and (2) of Article 48 of the Law are not applicable. Reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets held directly or investments made and assets held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

**Art. 17.** No contract or other transaction between the Company and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the board of directors conflicting with that of the Company, that director or officer shall make such a conflict known to the board of directors and shall not consider or vote on any such transaction, and any such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the board of directors or of the single director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used above, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting or initiating the Company or any subsidiary thereof, or any other company or entity as may from time to time be determined by the board of directors at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

**Art. 18.** The Company may indemnify any director, or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 19.** The Company will be bound by the joint signature of two directors or by the individual signature of any duly authorized officer of the Company or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the board of directors.

**Art. 20.** The Company shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the Law. The "réviseur d'entreprises agréé" shall be elected by the general meeting of shareholders and shall hold office until his successor is elected.

**Art. 21.** For the purpose of determining the issue, redemption and conversion prices of shares in the Company, the net asset value of shares in the Company (the "Net Asset Value") shall be determined by the Company as to the shares of each class from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the board of directors by regulation may direct (every such day or time for determination of the Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day").

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular class and the issue and redemption of the shares in such class as well as the conversion from and to shares of such class:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or regulated markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to the relevant class of shares from time to time are quoted or dealt on is closed, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such class of shares would be impracticable; or

(c) during any period when there is a breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments attributable to any particular class of shares or the current price or values on any stock exchange or regulated market; or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the board of directors be effected at normal rates of exchange; and

(e) upon the convening of a general meeting of shareholders for the purpose of resolving on the winding-up of the Company or of a class of shares or, in the case where the board of directors has the power to resolve on the liquidation of a class of shares, as soon as the board of directors has decided to liquidate a class of shares.

During any suspension of the calculation of the Net Asset Value, requests for subscription, redemption or conversion of shares may be revoked provided such request reach the Company prior to the lifting of the suspension period. Failing revocation, the issue, redemption or conversion price shall be based on the Net Asset Value calculated on the first Valuation Day after the expiry of the suspension period.

Notice of any such suspension and termination thereof will be given to any shareholder applying for subscription or tendering his shares for redemption or conversion by any means decided by the board of directors and as further provided for in the sales documents of the Company.

**Art. 22.** The Net Asset Value of shares of each class in the Company shall be expressed as a per share figure in such currency as the board of directors shall from time to time determine in respect of each class and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each class of shares, being the latest value of the assets of the Company corresponding to such class less the liabilities attributable to such class at such time or times as the board of directors may determine, by the number of shares of the relevant class then outstanding. If since the close of business on a particular market or markets on the relevant date there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments of any particular class of shares are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. Such second valuation will apply to all subscriptions, redemptions and conversions carried out on the relevant Valuation Day.

The valuation of the net assets of the different classes of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

a) all cash on hand and on deposit including accrued interest not yet collected and accrued interest receivable of these deposits until the applicable Valuation Day;

b) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of the securities sold but not yet collected);

c) all securities, shares, stocks, option or subscription rights and other investments and transferable securities owned by the Company;

d) all dividends and distribution proceeds due in cash or in kind to the extent known to the Company;

e) all accrued interest not yet collected on any interest bearing securities until the applicable Valuation Day due on securities owned by the Company, except if such interest is comprised in the principal thereof;

f) preliminary expenses of the Company, insofar as they have not been written off; and

g) all other permitted assets of any kind, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

1) The value of any cash on hand or on deposit, notes and bills payable on demand and accounts receivable, prepaid expenses and cash dividends and interest declared or accrued but not yet collected, shall be deemed the full amount thereof, unless it is improbable that it can be collected, in which case the value thereof shall be arrived at after deducting such amounts as the Company may consider appropriate to reflect the true value of these assets.

2) All transferable securities and money market instruments quoted or dealt in on an official stock exchange or on any other regulated market shall be valued at the last price known in Luxembourg on the applicable Valuation Day and, if the relevant transferable security and money market instrument is traded on several markets, on the basis of the last known price on the main market of this transferable security or money market instrument. If the last known price is not representative, valuation will be based on the fair value at which it is expected it can be resold, as determined with prudence and in good faith by the board of directors.

3) Futures contracts and options are valued based on their closing price the previous day on the market concerned. Prices used are settlement prices on forward markets.

4) Unlisted securities or securities not traded on a stock exchange or any other regulated market, shall be valued based on the fair value at which it is expected they can be resold, as determined with prudence and in good faith by the board of directors of the Company.

5) Financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other regulated market shall be valued in a reliable and verifiable manner on a daily basis and in accordance with market practice.

6) Securities denominated in a currency other than the class's reference currency will be translated at the average exchange rate of the currency concerned.

7) Units or shares in undertakings for collective investment shall be valued on the basis of their last available net asset value as reported by such undertakings.

8) The swap agreements, whereby income produced by the investment in interest rate instruments, in equities and in money market instruments shall be waived to the counterparty of the swap agreement in order to obtain, in exchange, a return based on the return on interest rate, on equities or a basket of equities or an index or a basket of indices, in relation to the European and American markets, shall be valued as follows:

- Floating leg

$$A = B \times (C - D) - E/E$$

A=Amount of difference in value of interest rate instruments, equities or a basket of equities or an index or a basket of indices.

B=Nominal amount.

C=Closing value of interest rate instruments, equities or a basket of equities or an index or a basket of indices on the applicable Valuation Day.

D=Fees.

E=initial value of interest rate instruments, equities or a basket of equities or an index or a basket of indices.

- Fixed payable leg

interests calculated at the fixed interest rate on the nominal amount of the transaction.

The realised (or unrealised) gain or loss is the difference between the two legs.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

a) all borrowings, bills and other amounts due;

b) all known liabilities, due or not yet due, including all matured contractual obligations for payment in cash or in kind, including the amount of dividends declared by the Company but not yet paid;

c) all reserves, authorized or approved by the board of directors, in particular those set aside in order to provide for any possible depreciation of certain investments of the Company;

d) all other liabilities of the Company, of whatever kind, with the exception of those represented by the Company's own capital. For the purpose of determining the value of these other liabilities, the Company will take into account all expenses to be borne by it, including, without limitation, the costs of its constitution and subsequent modifications of its Articles; fees and expenses payable to investment advisers, investment managers, accountants, Depositary Bank and correspondent agents, domiciliary agents, administrative agents, registrar and transfer agents, paying agents or other agents and employees of the Company, and permanent representatives of the Company in the countries where it is subject to registration; the cost of legal assistance and auditing of the Company's annual accounts; advertising expenses; the cost of drafting, printing and publishing the sales documents, the key investor information documents and any other document prepared to promote the sale of shares; printing and publication expenses of annual and half-year financial reports; expenses for holding shareholders' and board meetings; reasonable travel expenses for directors and officers; attendance fees; expenses for registration declarations; all taxes and duties levied by government authorities and stock exchanges; expenses for publishing the issue and redemption prices as well as all other operating costs, including financial, banking or brokerage expenses incurred on purchase or sale of assets or otherwise and any other administrative expenses incurred in connection with the operation of the Company. For the purposes of valuation of its liabilities, the Company will take into account prorata temporis the administrative expenses and other costs of a regular or periodic nature.

f) Each class of shares shall be treated as a separate entity generating its own assets, liabilities, charges and expenses. The assets, liabilities, costs and expenses that cannot be allocated to one class of shares shall be allocated to the different classes in equal parts or, as far as justified by the amounts concerned, in proportion to their respective net assets.

C. The board of directors shall establish a pool of assets for each class of shares in the following manner:

a) the proceeds from the issue of each class of shares shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that class of shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the assets from which it was derived and on each re-valuation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools pro rata to the Net Asset Values of the relevant classes of shares, provided that:

(i) the board of directors may reallocate any asset or liability previously allocated by them if in their opinion circumstances so require;

(ii) the board of directors may in the books of the Company appropriate an asset from one pool of assets to another if for any reason (including, but not limited to, a creditor proceeding against certain assets of the Company) a liability would not have been borne wholly or partly in the manner determined by the board of directors under this article;

e) upon the payment, or the occurrence of the record date, if determined, for payment of dividends to the holders of any class of shares, the Net Asset Value of such class of shares shall be reduced by the amount of such dividends.

f) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

D. For the purpose of this article:

a) shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing;

b) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the applicable Valuation Day, and from such time and until payment of the price, shall be deemed to be a liability of the Company;

c) all investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in the currency in which the Net Asset Value of the relevant class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of shares.

E. Pooling and Co-management

The board of directors may authorize investment and management of all or any part of the assets established for two or more classes on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio's asset of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg or foreign collective investment schemes, all subject to an appropriate disclosure and in accordance with applicable regulations, and as more fully described in the sales documents of the Company.

**Art. 23.** The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board of directors, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorises, sub-delegate their powers.

The Company may enter into an investment management agreement with one or more investment managers whereunder such investment managers will manage the Company's portfolio investments, advise the Company on and assist it with respect to such portfolio investments.

Alternatively, the Company may enter into a management services agreement with a management company authorised under Chapter 15 of the Law (the "Management Company") pursuant to which it designates such Management Company to supply the Company with investment management, administration and marketing services.

The Company shall enter into a depositary bank agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the Law (the "Depositary Bank"). All securities and cash of the Company are to be held by or to the order of the Depositary Bank who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event that the Depositary Bank terminates the depositary bank agreement, the board of directors shall use its best endeavours to find a company to act as depositary bank and upon doing so the directors shall appoint such company to be depositary bank in place of the retiring Depositary Bank. The directors may terminate the appointment of the Depositary Bank, but shall not remove the Depositary Bank unless and until a successor Depositary Bank shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

**Art. 24.** The accounting year of the Company shall begin on 1<sup>st</sup> January of each year and shall terminate on 31<sup>st</sup> December of the same year.

**Art. 25.** The appropriation of the annual results and any other distributions shall be determined by the annual general meeting upon proposal by the board of directors provided that any resolution of a general meeting of shareholders deciding on dividends to be distributed to the shares of any class shall, in addition, be subject to a prior vote of the shareholders of such class. No dividends will be paid for shares which the board of directors has decided that they should be Capitalisation Shares.

Dividends shall be paid in Euro or such other currency in which the Net Asset Value per share of any class is expressed. Payment of dividends will be made to shareholders at their address indicated in the register of shareholders, by wire



transfer or such other means determined by the board of directors and provided for in the sales documents of the Company.

The Company may operate such income equalisation arrangements in relation to all or any of the classes of shares as the directors may think fit with a view to ensuring that the level of dividends payable on the relevant class or classes of shares is not affected by the issue or redemption of shares of the relevant class or classes during an accounting period.

Interim dividends may be paid out upon decision of the board of directors.

No distribution may be made if as a result the Company's capital would be less than the minimum capital imposed by the Law.

Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant class. No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

**Art. 26.** In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

**Art. 27.** These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided for by the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915") and these Articles.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred by the board of directors to the general meeting. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares present or represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and shareholders holding one-fourth of the votes of the shares present or represented at the meeting may decide the dissolution.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

If required by applicable laws and regulations, any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, in addition, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

**Art. 28.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the provisions of the Law of 1915 and of the Law.

#### *Transitional provisions*

(1) The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31<sup>st</sup> December 2013.

(2) The first annual general meeting will be held in 2014.

#### *Subscription and Payment*

The subscriber has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amount as mentioned hereafter:

Subscriber	Shares	Subscribed Capital
Econopolis Wealth Management N.V. . . . . .	310	EUR 31,000
TOTAL . . . . .	310	EUR 31,000

Proof of such payment has been given to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

#### *Statements*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

#### *Resolutions of the sole shareholder*

The above named person, representing the entire subscribed capital, has immediately passed the following resolutions:

*First resolution*

The following persons are appointed as directors of the Company for a term expiring at the next annual general meeting:

Name	Title	Address	Date and place of birth
Marc MOLES LE BAILLY	General Manager	Avenue Louise 480 bte 16 A, B-1050 Brussels	1 <sup>st</sup> August 1955 in Brussels (Belgium)
Geert NOELS	Director	Joe Englishstraat 54, B-2140 Antwerp	5 <sup>th</sup> September 1967 in Antwerp (Belgium)
Timothy VERHOEST	Director	Joe Englishstraat 54, B-2140 Antwerp	16 <sup>th</sup> September 1973 in Borgerhout (Belgium)
Pierre SUREDA	Director	Ruitersdreef 27, B- 2970 Schilde	30 <sup>th</sup> March 1951 in Wilrijk (Belgium)

*Second resolution*

The following is elected approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") until the next annual general meeting:

Deloitte Audit, having its registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Third resolution*

The registered office of the Company is fixed at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed, including the articles of incorporation, is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by its name, surname, civil status and residence, the said appearing person signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: C. WEBER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 janvier 2013. Relation: LAC/2013/4761. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 février 2013.

Référence de publication: 2013019244/704.

(130022868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2013.

**Regalismons S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 174.024.

—  
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundzwölf, den sechszwanzigsten November.

Vor Uns Notar Leonie GRETHEN, mit Amtssitz zu Luxemburg, in Ersetzung seines verhinderten Kollegen Notar Roger ARRENSDORFF, im Amtssitz zu Luxemburg, welcher Depositär der gegenwärtigen Urkunde bleibt;

Ist erschienen:

Dr. Uwe Willi ALBRECHT, Humanbiologe, geboren am 28. Dezember 1959 in Bad Pyrmont (Deutschland) wohnhaft in D-31303 Burgdorf, Sperbergasse 59.

Vorbenannte Person ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer von ihr zu gründenden Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts wie folgt zu beurkunden:

**Art. 1.** Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung „Regalismons S.A.“ gegründet.

**Art. 2.** Die Gesellschaft wird gegründet für eine unbestimmte Dauer von heute angerechnet. Sie kann frühzeitig aufgelöst werden durch Entscheid der Aktionäre, entscheidend so, wie im Falle einer Statutenänderung.

**Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, ökonomischer oder sozialer Natur die normale Aktivität der Gesellschaft behindern oder bedrohen, so kann der Sitz der Gesellschaft durch einfache Entscheidung des Verwal-

tungsrates in eine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg oder sogar ins Ausland verlegt werden und zwar so lange bis zur Wiederherstellung normaler Verhältnisse.

**Art. 4.** Die Gesellschaft hat zum Zweck die Abwicklung von kommerziellen, industriellen und finanziellen Geschäften, unter welcher Form auch immer, aller Geschäfte welche sich auf Mobiliar- und Immobilienwerte beziehen sowie die Beteiligung an anderen Gesellschaften.

Desweiteren kann sie Gesellschaften an denen sie beteiligt ist, jede Art von Unterstützung gewähren, sei es durch Darlehen, Garantien und Vorschüsse.

Die Gesellschaft kann alle Arten von Wertpapieren und Rechten erwerben, dieselben verwalten und verwerten.

Die Gesellschaft kann generell alle Tätigkeiten und Geschäfte betreiben welche mittelbar oder unmittelbar mit ihrem Gesellschaftszweck zusammenhängen.

**Art. 5.** Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einundreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Aktien mit einem Nominalwert von je hundert Euro (EUR 100,-), welche eine jede Anrecht gibt auf eine Stimme in den Generalversammlungen.

Die Aktien, je nach Wahl des Eigentümers, sind Inhaberaktien oder lauten auf Namen.

Die Aktien können, auf Wunsch des Besitzers, aus Einzelaktien oder aus Aktienzertifikaten für zwei oder mehr Aktien bestehen.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluß der Generalversammlung, welcher wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien erwerben.

**Art. 6.** Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus drei Personen bestehen muss, welcher aus seinen Reihen einen Vorsitzenden wählt und bei einer Einpersoneniengesellschaft aus einem Mitglied bestehen kann. Sie werden ernannt für eine Dauer die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Der Vorsitzende kann auch durch die Generalversammlung ernannt werden.

**Art. 7.** Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten. Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die vorliegende Satzung der Generalversammlung vorbehalten ist.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt Vorauszahlungen auf Dividenden zu machen, im Rahmen der Bedingungen und gemäß den Bestimmungen welche durch das Gesetz festgelegt sind.

Der Verwaltungsrat oder die Generalversammlung kann die ganze oder teilweise tägliche Geschäftsführung, sowie die Vertretung der Gesellschaft betreffend diese Geschäftsführung, an ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Agenten übertragen, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Die Gesellschaft wird verpflichtet sei es durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die alleinige Unterschrift des geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieds oder des Verwaltungsratsvorsitzenden oder des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds.

**Art. 8.** Die Gesellschaft wird bei Gericht als Klägerin oder als Beklagte durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch die hierzu speziell bestellte Person rechtsgültig vertreten.

**Art. 9.** Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Kommissare überwacht.

Sie werden ernannt für eine Dauer, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

**Art. 10.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember.

**Art. 11.** Die jährliche Generalversammlung tritt am Gesellschaftssitz oder an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am ersten Freitag des Monats August jeden Jahres um 14:00 Uhr.

Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

**Art. 12.** Um der Generalversammlung beiwohnen zu können, müssen die Besitzer von Inhaberaktien fünf volle Tage vor dem festgesetzten Datum ihre Aktien hinterlegen. Jeder Aktionär hat das Recht selbst zu wählen oder einen Mandatar zu bestellen. Letzterer muss nicht unbedingt Aktionär sein.

**Art. 13.** Die Generalversammlung hat die weitestgehenden Befugnisse um alle Akte, welche die Gesellschaft interessieren zu tätigen oder gutzuheißen. Sie entscheidet über die Zuweisung und über die Aufteilung des Nettogewinns.

Die Generalversammlung kann beschließen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

**Art. 14.** Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf dessen spätere Änderungen.



### Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2013.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet statt im Jahre 2014.

### Kapitalzeichnung

Alle Aktien wurden von Dr. Uwe Willi ALBRECHT, vorbenannt gezeichnet.

Das gezeichnete Kapital wurde bar in Höhe von 25% eingezahlt. Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von siebentausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 7.750,-) EURO zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wird.

### Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, daß die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

### Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlaß gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr neuhundertfünfzig Euro (EUR 950.-).

### Außerordentliche Generalversammlung

Sodann hat die Erschienenene in einer außerordentlichen Generalversammlung folgende Beschlüsse gefaßt:

#### Erster Beschluss

Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf einen (1) festgelegt, die der Kommissare auf einen (1).

Zum einzigen Verwaltungsratsmitglied wird ernannt:

Dr. Uwe Willi ALBRECHT, vorbenannt.

#### Zweiter Beschluss

Zum Kommissar wird ernannt:

LCG International A.G. (R.C.S. Luxemburg N° B 86.35 4), mit Sitz in L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.

#### Dritter Beschluss

Die Mandate des Verwaltungsratsmitgliedes und des Kommissars enden am Tage der Generalversammlung welche über das Geschäftsjahr 2017 befindet.

#### Vierter Beschluss

Die Anschrift der Gesellschaft lautet: L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt die Anschrift der Gesellschaft abzuändern innerhalb der Gemeinde in der sich der statutarische Gesellschaftssitz befindet.

#### Fünfter Beschluss

Gemäß den Bestimmungen des Artikels 60 des Gesetzes über die Gesellschaften und Artikel 7 der gegenwärtigen Satzung, ist der Verwaltungsrat ermächtigt unter seinen Mitgliedern ein oder mehrere geschäftsführende Verwaltungsratsmitglieder welche befugt sind die Gesellschaft durch ihre alleinige Unterschrift zu verpflichten für alles was die tägliche Geschäftsführung anbelangt (administrateur-délégué) zu bezeichnen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, welcher der deutschen Sprache mächtig ist, bestätigt hiermit, daß der Text der vorliegenden Urkunde auf Wunsch der Parteien in Deutsch abgefaßt ist, gefolgt von einer englischen Übersetzung; er bestätigt weiterhin, daß es der Wunsch der Parteien ist, daß im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text der deutsche Text Vorrang hat.

Und nach Vorlesung und Erklärung an den Erschienenen hat denselben Uns Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

### **Follows the English translation:**

In the year two thousand twelve, on the twenty-sixth day of november.

Before Us Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Roger ARRENS-DORFF, notary residing in Luxembourg, currently prevented, who will guard the original of the present deed.

There appeared:

Dr. Uwe Willi ALBRECHT, human biologist, born on December 28<sup>th</sup>, 1959 in Bad Pyrmont (Germany) residing in D-31303 Burgdorf, Sperbergasse 59.

Such appearing person has requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a société anonyme which he declared to organize among himself.

**Art. 1.** Between those present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter, a société anonyme is hereby formed under the title "Regalismsons S.A.".

**Art. 2.** The Corporation is established for an unlimited period from the date thereof. The Corporation may be dissolved prior by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

**Art. 3.** The Head Office of the Company is in Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the Head Office of the Company, the Head Office of the Company may be transferred by decision of the board of directors to any other locality of the Grand Duchy of Luxembourg and even abroad, until such time as the situation becomes normalised.

**Art. 4.** The company's object is, as well in Luxembourg as abroad, in the one hand, in whatever form, any industrial, commercial, financial, personal or real estate property transactions, which are directly or indirectly in connection with the creation, management and financing, in whatever form, of any undertakings and companies having any object in whatever form, as well as, in the other hand, the management and development, permanently or temporarily, of the portfolio created for this purpose.

The Company may take participating interests by any means in any business, undertakings or companies having the same, analogous or connected object, or which may favour its development or the extension of its operations.

**Art. 5.** The subscribed capital is set at thirty-one thousand euro Euro (EUR 31,000.-) represented by three hundred ten (310) shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, carrying one voting right in the general assembly.

All the shares are, at the owner's option, in bearer or nominative form.

The corporation's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The subscribed capital of the corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of Incorporation.

The company can proceed to the repurchase of its own shares within the bounds laid down by the law.

**Art. 6.** The company is administrated by a Board comprising at least three members. It can be administrated by one director in case of unipersonal company. Their mandate may not exceed six years. The chairman is elected by the General Meeting.

**Art. 7.** The Board of Directors possesses the widest powers to manage the business of the Company and to take all actions of disposal and administration which are in line with the object of the Company, and anything which is not a matter for the General Meeting in accordance with the present Articles or governed by law, comes within its competence.

The Board of Directors is authorized to proceed to the payment of a provision of dividend within the bounds laid down by the law.

The General Assemblee or the Board of Directors may delegate all or part of the powers of the Board of Directors concerning the daily management of the Company's business, either to one or more directors, or, as holders of a general or special proxy, to third persons who do not have to be shareholders of the Company.

All acts binding the company must be signed by two directors or by the sole signature of the managing director or by the president of the Board of Directors, or by the sole director.

**Art. 8.** Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the Company by one member of the Board of Directors, or by the person delegated to this office.

**Art. 9.** The Company's operations are supervised by one or more auditors. Their mandate may not exceed six years.

**Art. 10.** The Company's business year begins on the first of January to the thirty-first of December of each year.

**Art. 11.** The annual General Meeting is held on the fourth tuesday of the month of May at 10.00 o'clock at the Company's Head Office, or at another place to be specified in the convening notices. If such day is a legal holiday, the General Meeting will be held on the next following business day.

**Art. 12.** To be admitted to the General Meeting, the owner of bearer shares must deposit them five full days before the date fixed for the meeting; any shareholder will be entitled to vote in person or through a proxy, who need not be a shareholder himself.

**Art. 13.** The General Assembly has the widest powers to take or ratify any action concerning the Company. It decides how the net profit is allocated and distributed.

The General Assembly may decide that profits and distributable reserves are assigned to the redemption of the stock, without reduction of the registered capital.

**Art. 14.** For any points not covered by the present articles, the parties refer to the provisions of the Act of August 10, 1915 and of the modifying Acts.

*Transitory dispositions*

- 1) The first accounting year will begin today and will end on December 31, 2013.
- 2) The first annual general meeting of shareholders will be held in 2014.

*Subscription*

All the shares has been subscribed by Dr. Uwe Willi ALBRECHT, prenamed

All these shares have been paid up in cash to the extent of twenty-five per cent, and therefore the amount of SEVEN THOUSAND SEVEN HUNDRED FIFTY EURO (EUR 7,750.-) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

*Statement*

The notary declares that he has checked the existence of the conditions listed in Article 26 of the commercial companies act and states explicitly that these conditions are fulfilled.

*Costs*

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company, or charged to it for its formation, amount to about nine hundred and eighty (980.- €) EURO.

*Extraordinary General Meeting*

The appearing person takes the following resolutions in an extraordinary general meeting:

*First resolution*

The number of Directors is set at one (1) and that of the auditors at one (1).

The following is appointed Director:

Dr. Uwe Willi ALBRECHT, prenamed.

*Second resolution*

Is elected as auditor:

LCG International A.G. (R.C. B 86354), with registered office in L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II,

*Third resolution*

Their terms of office will expire after the annual meeting which will approve the financial statements of the year 2016.

*Fourth resolution*

The address of the company is fixed at L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

The Board of Directors is authorized to change the address of the compagny inside the municipality of the company's corporate seat.

*Fifth resolution*

Persuant to article 60 of the company law and article 7 of these Articles of Incorporation, the Board of Directors is authorized to elect one or more managing director(s) of the Company with such powers as are necessary to bind the Company with his (theirs) sole signature for the day-to-day management.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in German followed by an English translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German texts, the German version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surnames, Christian names, civil status and residences, the said person appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

Signé: ALBRECHT, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 novembre 2012. Relation: LAC/2012/56993. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 9 janvier 2013.

Référence de publication: 2013004853/225.

(130004921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.

---

**Danske Bank International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 14.101.

In the year two thousand and twelve, on the seventh day of December.

Before Maître Léon Thomas known as Tom METZLER, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "DEN DANSKE BANK INTERNATIONAL S.A. - COPENHAGEN HANDELSBANK INTERNATIONAL S.A. - PROVINSBANKEN INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A.", registered as "DANSKE BANK INTERNATIONAL S.A.", having its registered office in L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 14.101 (the "company"), incorporated by a deed of Maître André Prost, then notary residing in Luxembourg-Bonnevoie, on August 6, 1976, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, number 178 of August 27, 1976.

The articles of incorporation of the company have been amended several times and for the last time by a deed of the undersigned notary, dated August 25, 2005, published in the Mémorial C, number 1447 of December 23, 2005.

The meeting was presided by Mr Klaus MØNSTED PEDERSEN, Managing Director, residing professionally in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs Margaret FENNESSY, Senior secretary, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineers:

- Mr Ole STENERSEN, Head of Legal & Compliance, residing professionally in Luxembourg;
- Mrs Ingrid CONAC, Legal Advisor, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The agenda of the present meeting is the following:

*Agenda*

1. Modification of the purpose of the company and amendment of article 3 of the articles of association of the company in order for it to have henceforth the following wording:

" **Art. 3. Object.** The object of the company is the undertaking for its own account, as well as for the account of third parties or on joint account with third parties, either within the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, of all banking or financial operations, including (but not limited to) receipt of sight or term deposits in any currency or currencies whatever, granting of loans in any currency or currencies whatever and in any manner whatever trading of foreign currencies, safekeeping of securities, portfolio management, underwriting of shares and/or bonds, collection of coupons, and with power to endorse, discount, rediscount, sell, and otherwise deal in and dispose of notes, drafts, acceptances, certificates of deposit, and other debt instruments of any kind, and with power also to grant acceptance credits, to issue and confirm letters of credit and documentary credits of all kinds as well as all other operations whether industrial or commercial or on real estate that directly or indirectly relate to the main object described above and the granting and taking of participations in loans and the acquiring, holding and disposal of share stock, bonds, notes and securities of all kinds of and in any other company by any means whatever. These provisions should be understood in the broadest sense.

In addition to the activities mentioned in the paragraph above, the company may intervene as intermediary in its capacity as insurance agent and as Family Office in accordance with the provisions of Luxembourg law."

2. Complete restatement of the articles of association of the company.

II. - The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the chairman, the secretary, the scrutineers and the undersigned notary. The said list will be annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialised "ne varietur" by the appearing parties will also remain attached to the present deed.

III. - It appears from the attendance list that all the three million six hundred and twenty-five thousand (3,625,000) shares with a par value of EURO twenty-five (EUR 25.-) each representing the whole corporate capital of EURO ninety million six hundred and twenty-five thousand (EUR 90,625,000.-) are represented at the present extraordinary general meeting.

All the shareholders present or represented declare that they have had due notice and received knowledge of the agenda and the amended version of the coordinated articles of incorporation prior to this meeting.

IV. - The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and decide on all the items of the agenda.

All these facts having been explained by the chairman and recognised correct by the members of the meeting, the meeting proceeds to its agenda.

The meeting having considered the agenda, the chairman submits to the vote of the members of the meeting the following resolutions which are adopted in each case by unanimous vote.

*First resolution*

The general meeting resolves to modify the purpose of the company and to amend article 3 of the articles of association of the company, which shall henceforth be read as follows:

" **Art. 3. Object.** The object of the company is the undertaking for its own account, as well as for the account of third parties or on joint account with third parties, either within the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, of all banking or financial operations, including (but not limited to) receipt of sight or term deposits in any currency or currencies whatever, granting of loans in any currency or currencies whatever and in any manner whatever trading of foreign currencies, safekeeping of securities, portfolio management, underwriting of shares and/or bonds, collection of coupons, and with power to endorse, discount, rediscount, sell, and otherwise deal in and dispose of notes, drafts, acceptances, certificates of deposit, and other debt instruments of any kind, and with power also to grant acceptance credits, to issue and confirm letters of credit and documentary credits of all kinds as well as all other operations whether industrial or commercial or on real estate that directly or indirectly relate to the main object described above and the granting and taking of participations in loans and the acquiring, holding and disposal of share stock, bonds, notes and securities of all kinds of and in any other company by any means whatever. These provisions should be understood in the broadest sense.

In addition to the activities mentioned in the paragraph above, the company may intervene as intermediary in its capacity as insurance agent and as Family Office in accordance with the provisions of Luxembourg law."

*Second resolution*

The general meeting decides the complete restatement of the articles of association of the company, so that they will read under coordinated form as follows:

**"Chapter I. - Form, Name, Registered Office, Object, Duration**

**Art. 1. Form, Name.** There is formed a company (société anonyme) under the name of "DEN DANSKE BANK INTERNATIONAL S.A. - COPENHAGEN HANDELSBANK INTERNATIONAL S.A. - PROVINSBANKEN INTERNATIONALE LUXEMBOURG S.A.", registered as "DANSKE BANK INTERNATIONAL S.A." (the company). The company may at its discretion use its name or the abbreviation thereof.

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the company is established in the city of Luxembourg. The board of directors (the "Board") may set up branches, subsidiaries or offices both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The registered office may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg City by a resolution of the Board.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders, deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

**Art. 3. Object.** The object of the company is the undertaking for its own account, as well as for the account of third parties or on joint account with third parties, either within the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, of all banking or financial operations, including (but not limited to) receipt of sight or term deposits in any currency or currencies whatever, granting of loans in any currency or currencies whatever and in any manner whatever trading of foreign currencies, safekeeping of securities, portfolio management, underwriting of shares and/or bonds, collection of coupons, and with power to endorse, discount, rediscount, sell, and otherwise deal in and dispose of notes, drafts, acceptances, certificates of deposit, and other debt instruments of any kind, and with power also to grant acceptance credits, to issue and confirm letters of credit and documentary credits of all kinds as well as all other operations whether industrial or commercial or on real estate that directly or indirectly relate to the main object described above and the granting and taking of participations in loans and the acquiring, holding and disposal of share stock, bonds, notes and securities of all kinds of and in any other company by any means whatever. These provisions should be understood in the broadest sense.

In addition to the activities mentioned in the paragraph above, the company may intervene as intermediary in its capacity as insurance agent and as Family Office in accordance with the provisions of Luxembourg law.

**Art. 4. Duration.** The company is formed for an unlimited duration.

**Chapter II. - Share Capital**

**Art. 5. Share Capital.** The share capital is set at EURO ninety million six hundred and twenty-five thousand (EUR 90,625,000.-) represented by three million six hundred and twenty-five thousand (3,625,000) shares with a par value of EURO twenty-five (EUR 25.-) each. All shares have been fully paid in.

**Art. 6. Increase of Share Capital.** The share capital may be increased once or several times by the issue of additional shares or the increase of the par value of the existing shares against cash or a contribution in kind or by conversion of free reserves into capital by a resolution of the general meeting of shareholders of the company adopted in the manner as required for amendments to the articles of association. If new shares are issued in consideration for cash existing

shareholders may subscribe new shares pro rata of their interest in the amount of the foregoing capital provided that there exists no decision to the contrary by the general meeting of shareholders in compliance with applicable law.

**Art. 7. Shares.** The shares are in registered form.

The ownership of registered shares is established by the inscription in the share register of the company.

Shares may be represented by certificates representing a single share or certificates representing two or more shares.

**Art. 8. Transfer of Shares.** Shares shall be transferred by a written declaration of transfer registered in the shareholders' register of the company.

Such declaration of transfer must be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney. The company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the company.

**Art. 9. Indivisibility of the Rights Relating to Shares.** The rights relating to the shares are indivisible vis-à-vis the company.

### Chapter III. - Board of Directors

**Art. 10. Appointment of Board of Directors.** The company is managed by a Board composed of at least three directors. Directors are appointed by the general meeting of shareholders and may be dismissed by it at any time with or without cause.

At the time of their appointment the shareholders' meeting fixes the duration of the term of office of the directors, which may not exceed six years. A director may be re-eligible.

In case of a vacancy on the Board because of a member's death or resignation or for any other reason whatsoever, a new director may be appointed by the Board until the holding of the next general meeting of shareholders.

Legal entities may be appointed as directors. The legal entity so appointed must designate a permanent representative to perform such director's mandate in its name and on its behalf (the "Representative"). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if she/he was performing such director's mandate in her/his own name, without prejudice to the joint liability of the legal entity. The legal entity may only revoke the Representative provided that it simultaneously appoints a new Representative.

**Art. 11. Delegation of Powers.** The Board elects from among its members a chairman and may elect one or more vice-chairmen. The Board shall establish its own rules of procedure.

The Board may without the prior authorization of the general meeting of shareholders delegate the daily management of the business of the company, as well as the representation of the company in relation thereto, to one or more directors, managers or other agents, whether shareholders or not. The Board determines the conditions of their appointment, dismissal, remuneration, as well as their functions.

In addition the Board may delegate through a power of attorney specific and limited powers by public or private deed.

**Art. 12. Meetings of the Board of Directors.** Meetings of the Board must, in principle, be held in Luxembourg.

The Board meets upon notice of its chairman or of any two directors, as often as the interest of the company so requires.

The Board can deliberate and act validly only if at least three of its members are present or represented at a meeting of the Board. Any director prevented from attending may give a proxy in writing, telefax or by e-mail to one of his colleagues of the Board to represent him at a particular meeting of the Board. A director may represent several of his colleagues and deliver, in addition to his own vote, as many votes as he holds proxies. The director represented by proxy will be deemed present at the meeting.

Any decision of the Board is made by a majority of those voting in person or by proxy. In case of a tie, the chairman has a casting vote.

Any director who participates in the proceedings of a meeting of the Board by means of a communication device (including telephone or video conference) allowing such director to be identified and all directors present at such meeting (whether in person or by proxy, or by means of such communication device) to hear or to be heard by all of the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote in matters considered at such meeting. A meeting held in such manner shall be deemed to be held at the registered office of the company.

Directors who participate in the proceedings of a meeting of the Board by means of such communication device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

In case of emergency the Board may take resolutions by circular vote, expressed in writing, by telex, e-mail or telefax or by any other means of communication guaranteeing the authenticity of the document and the identity of the member of the Board who executed the document on one or several documents, provided these are approved by the unanimous vote of and signed by all directors.

**Art. 13. Minutes of Meetings of the Board of Directors.** The deliberations of the Board are established in the minutes of the meeting signed by the chairman who presided the meeting or any two directors of the company.



The proxies shall be attached to the minutes. Such minutes are inserted in a special register. The copies or extracts to be produced in legal proceedings or elsewhere shall be validly signed by any one director of the company.

**Art. 14. Signatory Powers.** The company shall be bound towards third parties by the joint signatures of any two directors, by the joint signatures of any director and any duly authorized representative acting within the limits of such authorization or by the single signature of any person(s) to whom such signatory powers have been validly delegated.

**Art. 15. Powers of the Board of Directors.** The Board is vested with the most extensive powers to manage the business of the company and to perform all acts of disposition or of management, which the interest of the company requires.

All powers not expressly reserved to the general meeting of shareholders by law or by these articles of association fall within the competence of the Board.

The Board appoints and removes the managers, agents, employees and salaried personnel of the company, determines their functions, fixes their powers, remuneration/salaries, compensations, and indemnities.

Judicial proceedings in Luxembourg or abroad, either as plaintiff or defendant, shall be pursued by the Board in the name and on behalf of the company, acting either through its chairman, or a managing director, or any two directors, or through one director or any person so authorized to act by the Board by a power of attorney.

#### Chapter IV. - Auditing

**Art. 16. Independent Auditor.** The operations of the company shall be supervised by and the audit of the company's annual accounts shall be entrusted to one or more approved independent auditor(s) (réviseurs d'entreprises agréés).

The appointment of the approved independent auditor(s) shall take place in compliance with applicable law. The Board shall be in charge of appointing the approved independent auditor(s). It may dismiss the approved independent auditor(s) at any time with or without cause.

#### Chapter V. - Meetings of Shareholders

**Art. 17. Powers of the Meeting of Shareholders.** The shareholders' meeting regularly convened represents all of the shareholders. Its decisions are binding on all shareholders including those shareholders who are absent or dissent with a resolution of the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders has the most extensive powers to order, carry out or ratify all acts, which concern the operation of the company.

The shareholders' meeting may allocate to the directors a fixed allowance to be charged to the general expense account.

**Art. 18. Annual General Meeting.** An annual general meeting of shareholders shall be held at the registered office of the company or at any other place of the city of Luxembourg as designated in the notice of the meeting on the second Wednesday of March at 11 a.m.

If this date falls on a bank holiday, the annual general meeting of shareholders shall be held on the following business day.

The annual general meeting of shareholders hears the report of the Board, votes on the approval of the report and accounts and makes all appointments required by the articles of association, grants discharge to the directors and in general passes resolutions on any matters on the agenda.

Other meetings of shareholders may be convened as often as the interest of the company so requires and shall be held at the place, day and time indicated in the notice of the meeting.

**Art. 19. Notice of General Meetings.** Shareholders shall meet at general meetings upon call by the Board. Notices of the meeting containing the agenda shall be sent to each shareholder at least eight (8) days before the date of the meeting by registered letter or registered airmail to the shareholders domiciled abroad. At the written request of the shareholders representing at least ten percent (10%) of the issued capital, the Board shall convene a general meeting within one month of that request.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting and if the shareholders state that they have been fully informed of the agenda of the meeting, the meeting may be validly held without prior notice.

**Art. 20. Proxy, Vote, Attendance List.** In any case, the shareholder who has attended a general meeting of the shareholders or is represented there by proxy shall be considered as having been properly notified.

Any shareholder may be represented at the general meeting of shareholders by a proxy who does not need to be a shareholder.

The Board may determine the form of the proxies. Proxies must be provided to the Board before the general meeting of shareholders is held in order to remain attached to the minutes of the meeting.

Except in cases specified by law or these articles of association, the general meeting of shareholders is regularly held irrespective of the number of shares represented and resolutions are approved at a simple majority of the shareholders present or represented and voting.

The votes are exercised by the raising of hands or by a roll call, unless the shareholders' meeting decides otherwise.

Before entering the meeting, the shareholders or the proxies must sign an attendance list indicating the last name, first name, profession and domicile of the shareholders, the number of shares they hold or represent and the designation of the proxy, if applicable.

The attendance list shall be certified by the chairman, the secretary and the scrutineers of the meeting.

Each share has one vote.

**Art. 21. Meetings of Shareholders.** The meeting of the shareholders is presided over by the chairman of the Board or, in his absence, by a vice-chairman or by a director designated by the Board.

The chairman of the meeting appoints the secretary.

The meeting chooses two scrutineers upon proposal of the chairman of the meeting.

Any shareholder may participate in a meeting of the shareholders of the company by conference call or similar means of communications whereby all participants in the meeting can hear and speak to each other, and properly deliberate. Shareholders participating in a meeting by such means shall be deemed present for purposes of quorum and majority calculation.

**Art. 22. Minutes of Meetings of Shareholders.** The deliberations of the shareholders' meeting are recorded in minutes, which shall be signed by the the chairman, the secretary and the scrutineers of the meeting and by the shareholders who so request.

Copies or extracts to be produced in judicial proceedings or elsewhere shall be validly signed by one director.

### Chapter VI. - Accounting Year

**Art. 23. Accounting Year.** The accounting year of the company shall begin on the first day of January and shall terminate on the last day of December of each year.

At the end of each accounting year the Board shall prepare the annual accounts of the company in the form and as provided for by the regulations and circulars governing the drawing up and keeping of annual accounts of credit institutions. The Board submits a report on the past accounting year.

**Art. 24. Appropriation of Profits.** The surplus of the balance sheet, after deduction of all charges, general expenses, necessary depreciations and provisions constitutes the annual net profit of the company.

Five per cent of this net profit shall be allocated to the reserve fund required by law.

This allocation ceases to be mandatory when such reserve reaches ten per cent of the share capital.

Upon a motion of the Board, the shareholders' meeting decides by a majority vote on the allocation of the remaining net profit.

If the shareholders' meeting declares a dividend, the dividend will be declared equally on all the shares and distributed to the shareholders in proportion to their respective shareholding. Distribution will appear as of the date on which the shareholders' meeting makes its decision to distribute dividends or on such other date as may be designated by the Board.

Apart from the balance sheet currency, the Board may pay dividends in any other currency and determine in its discretion the exchange rate of the dividends to be distributed into the currency of effective payment.

The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the applicable law.

### Chapter VII. - Dissolution and Liquidation

**Art. 25. Dissolution and Liquidation.** An extraordinary general meeting of shareholders may at any time resolve on the dissolution of the company as in the manner required for amendments of the articles of association. The general meeting shall determine the method of liquidation, appoint one or more liquidators and determine their powers and compensation. The liquidators) shall be vested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

**Art. 26. Distribution of Assets.** The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the shareholders on the shares of the company.

The final surplus will be distributed to the shareholders in proportion to their respective shareholding.

### Chapter VIII. - Applicable Law

**Art. 27. Applicable Law.** The Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, shall apply to any matters not provided for in the present articles of association."

#### *Estimate of costs*

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are assessed at EURO five thousand (EUR 5,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.



The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergences between the English and the French text, the English version shall be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary, the present original deed.

#### **Follows the French version:**

L'an deux mil douze, le sept décembre.

Pardevant Maître Léon Thomas dit Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de DEN DANSKE BANK INTERNATIONAL S.A. - COPENHAGEN HANDELSBANK INTERNATIONAL S.A. - PROVINSBANKEN INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A., immatriculée comme "DANSKE BANK INTERNATIONAL S.A.", avec son siège social à L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 14.101 (la "société"), constituée suivant acte reçu par Maître André Prost, alors notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 6 août 1976, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 178 du 27 août 1976.

Les statuts de la société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte du notaire soussigné, en date du 25 août 2005, publié au Mémorial C, numéro 1447 du 23 décembre 2005.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Klaus MØNSTED PEDERSEN, Managing Director, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Margaret FENNESSY, Senior secretary, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée désigne comme scrutateurs:

1. - Monsieur Ole STENERSEN, Head of Legal & Compliance, demeurant professionnellement à Luxembourg;
2. - Madame Ingrid CONAC, Legal Advisor, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant constitué, le président a déclaré et prié le notaire d'acter que:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Modification de l'objet social de la société et modification de l'article 3 des statuts de la société afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 3. Objet.** La société a pour objet de faire, tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation avec des tiers au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, toutes opérations bancaires ou financières, notamment (mais non exclusivement), réception de dépôts à vue et à terme en toutes monnaies, octroi de prêts de toute nature, libellés en n'importe quelle monnaie, arbitrage en devises, conservation de valeurs mobilières, gestion de fortunes mobilières, prises fermes d'actions et/ou obligations, encaissement de coupons, avec pouvoir de faire des opérations d'endossement, d'escompte, de réescompte, de vente, de disposition, ainsi que toutes autres opérations relatives à des bons, traites, traites acceptées, bons de caisse et d'autres instruments de dette de toutes sortes, d'émettre et de confirmer des lettres de crédit, ainsi que des crédits documentaires de toutes espèces, ainsi que toutes activités commerciales, industrielles ou immobilières qui se rattacheront directement ou indirectement à son objet principal décrit ci-dessus et toutes participations à des emprunts ou prêts, ainsi que l'acquisition, la détention et la disposition par n'importe quelle voie, de parts, actions, obligations, bons et valeurs de toutes espèces de toute autre société. Les dispositions qui précèdent doivent être entendues dans le sens le plus large.

Outre les activités énumérées au paragraphe ci-dessus, la société pourra intervenir comme intermédiaire en tant qu'agent d'assurance, et en tant que Family Office, conformément à la législation luxembourgeoise."

2. Reformulation complète des statuts de la société.

II. - Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence, signées par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le président, le secrétaire, les scrutateurs et le notaire instrumentaire. Ladite liste restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés paraphées "ne varietur" par les parties comparantes resteront également annexées au présent acte.

III. - Il apparaît de la liste de présence que les trois millions six cent vingt-cinq mille (3.625.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune représentant la totalité du capital social de quatre-vingt-dix millions six cent vingt-cinq mille Euros (EUR 90.625.000,-) sont représentés à la présente assemblée générale extraordinaire.

Tous les actionnaires présents ou représentés déclarent qu'ils ont été valablement convoqués et qu'ils ont eu connaissance de l'ordre du jour et de la version modifiée des statuts coordonnés préalablement à cette assemblée.

IV. - En conséquence l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés par le président et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière examine l'ordre du jour.

L'assemblée, ayant considéré les points de l'ordre du jour, le président soumet au vote des membres de l'assemblée les décisions suivantes qui sont adoptées à l'unanimité.

#### *Première résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social de la société et de modifier l'article 3 des statuts de la société afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 3. Objet.** La société a pour objet de faire, tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation avec des tiers au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, toutes opérations bancaires ou financières, notamment (mais non exclusivement), réception de dépôts à vue et à terme en toutes monnaies, octroi de prêts de toute nature, libellés en n'importe quelle monnaie, arbitrage en devises, conservation de valeurs mobilières, gestion de fortunes mobilières, prises fermes d'actions et/ou obligations, encaissement de coupons, avec pouvoir de faire des opérations d'endossement, d'escompte, de réescompte, de vente, de disposition, ainsi que toutes autres opérations relatives à des bons, traites, traites acceptées, bons de caisse et d'autres instruments de dette de toutes sortes, d'émettre et de confirmer des lettres de crédit, ainsi que des crédits documentaires de toutes espèces, ainsi que toutes activités commerciales, industrielles ou immobilières qui se rattacheront directement ou indirectement à son objet principal décrit ci-dessus et toutes participations à des emprunts ou prêts, ainsi que l'acquisition, la détention et la disposition par n'importe quelle voie, de parts, actions, obligations, bons et valeurs de toutes espèces de toute autre société. Les dispositions qui précèdent doivent être entendues dans le sens le plus large.

Outre les activités énumérées au paragraphe ci-dessus, la société pourra intervenir comme intermédiaire en tant qu'agent d'assurance, et en tant que Family Office, conformément à la législation luxembourgeoise."

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de reformuler les statuts de la société de sorte que les statuts coordonnés auront la teneur suivante:

### **"Chapitre I<sup>er</sup> . - Forme, Dénomination, Siège Social, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> . Forme, Dénomination.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "DEN DANSKE BANK INTERNATIONAL S.A. - COPENHAGEN HANDELSBANK INTERNATIONAL S.A. - PROVINSBANKEN INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A. immatriculée comme "DANSKE BANK INTERNATIONAL S.A." (la "société"). La société peut, à son gré, utiliser sa dénomination complète ou l'abréviation de celle-ci.

**Art. 2. Siège Social.** Le siège social de la société est établi dans la commune de Luxembourg: Le conseil d'administration (le "Conseil") peut établir des filiales, succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la commune de Luxembourg par décision du Conseil.

Il peut être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant comme en matière de modifications des statuts.

**Art. 3. Objet.** La société a pour objet de faire, tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation avec des tiers au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, toutes opérations bancaires ou financières, notamment (mais non exclusivement), réception de dépôts à vue et à terme en toutes monnaies, octroi de prêts de toute nature, libellés en n'importe quelle monnaie, arbitrage en devises, conservation de valeurs mobilières, gestion de fortunes mobilières, prises fermes d'actions et/ou obligations, encaissement de coupons, avec pouvoir de faire des opérations d'endossement, d'escompte, de réescompte, de vente, de disposition, ainsi que toutes autres opérations relatives à des bons, traites, traites acceptées, bons de caisse et d'autres instruments de dette de toutes sortes, d'émettre et de confirmer des lettres de crédit, ainsi que des crédits documentaires de toutes espèces, ainsi que toutes activités commerciales, industrielles ou immobilières qui se rattacheront directement ou indirectement à son objet principal décrit ci-dessus et toutes participations à des emprunts ou prêts, ainsi que l'acquisition, la détention et la disposition par n'importe quelle voie, de parts, actions, obligations, bons et valeurs de toutes espèces de toute autre société. Les dispositions qui précèdent doivent être entendues dans le sens le plus large.

Outre les activités énumérées au paragraphe ci-dessus, la société pourra intervenir comme intermédiaire en tant qu'agent d'assurance, et en tant que Family Office, conformément à la législation luxembourgeoise.

**Art. 4. Durée.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

### **Chapitre II. - Capital Social**

**Art. 5. Capital Social.** Le capital social est fixé à quatre-vingt-dix millions six cent vingt-cinq mille Euros (EUR 90.625.000,-) représenté par trois millions six cent vingt-cinq mille (3.625.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune. Toutes les actions ont été entièrement libérées.

**Art. 6. Augmentation du Capital Social.** Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois, par l'émission d'actions nouvelles ou par l'augmentation de la valeur nominale des actions existantes soit par voie d'apport en numéraire ou en nature, soit par voie d'incorporation au capital des réserves libres par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la société statuant comme en matière de modifications des statuts. Si les actions nouvelles sont émises en contrepartie d'un apport en numéraire, les actionnaires existants peuvent souscrire les nouvelles actions au prorata du nombre d'actions détenues par chacun d'eux, sauf résolution contraire de l'assemblée générale des actionnaires prise conformément à la loi applicable.

**Art. 7. Actions.** Les actions sont nominatives.

La propriété des actions nominatives s'établit par leur inscription au registre des actions de la société.

Les actions peuvent être représentés par des certificats représentant une action ou des certificats représentant deux ou plusieurs actions.

**Art. 8. Transfert d'Actions.** Les actions seront transférées par une déclaration écrite de transfert inscrite dans le registre des actionnaires de la société.

Cette déclaration de transfert doit être exécutée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les mandats appropriés. La société peut également accepter comme preuve de transfert d'autres instruments de transfert satisfaisants pour la société.

**Art. 9. Indivisibilité des Droits attachés aux Actions.** Les droits attachés aux actions sont indivisibles à l'égard de la société.

### Chapitre III. - Conseil d'Administration

**Art. 10. Nomination des Membres du Conseil d'Administration.** La société est administrée par un Conseil composé de trois administrateurs au moins. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui peut les révoquer en tout temps avec ou sans motifs.

Lors de leur nomination l'assemblée des actionnaires fixe la durée du mandat des administrateurs qui ne peut excéder six ans. Un administrateur peut être rééligible.

En cas de vacance au sein du Conseil par décès d'un de ses membres, démission ou pour toute autre cause un nouvel administrateur peut être nommé par le Conseil jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Les personnes morales peuvent être nommées administrateurs. La personne morale ainsi nommée doit désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de ce mandat d'administrateur au nom et pour le compte de celle-ci (le "Représentant"). Le Représentant est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourt les mêmes responsabilités que s'il exerçait ce mandat d'administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale. La personne morale ne peut révoquer le Représentant que pour autant qu'elle nomme simultanément un nouveau Représentant.

**Art. 11. Délégation de Pouvoirs.** Le Conseil élit parmi ses membres un président et peut élire un ou plusieurs vice-présidents. Le Conseil établira ses propres règles de fonctionnement.

Le Conseil peut, sans autorisation préalable de l'assemblée, déléguer la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou autres agents, actionnaires ou non. Le Conseil détermine leurs conditions de nomination, de révocation, de rémunération ainsi que leurs attributions.

En outre, le Conseil peut déléguer à tout mandataire des pouvoirs spéciaux déterminés par mandats notariés ou sous seing privé.

**Art. 12. Réunions du Conseil d'Administration.** Les réunions du Conseil doivent en principe se tenir au Luxembourg.

Le Conseil se réunit sur la convocation de son président ou de deux administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Le Conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si au moins trois de ses membres sont présents ou représentés à une réunion du Conseil. Tout administrateur empêché peut donner, par écrit, télécopieur ou courriel, à un de ses collègues du Conseil, délégation pour le représenter à une réunion déterminée du Conseil. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues et émettre, outre sa propre voix, autant de voix qu'il a de mandats. L'administrateur représenté par mandat sera réputé présent à la réunion.

Toute décision du Conseil est prise à la majorité des votants en personne ou par mandat. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Tout administrateur qui participe à une réunion du Conseil par un moyen de communication (en ce compris par téléphone ou vidéoconférence) qui permet à cet administrateur d'être identifié et à tous les administrateurs présents à telle réunion (soit en personne ou par mandataire, ou par un tel moyen de communication) d'entendre ou d'être entendu par tous les autres membres à tout moment, sera réputé présent en personne à telle réunion et sera pris en compte pour le quorum et sera habilité à voter sur les questions discutées à telle réunion. Une réunion tenue de cette manière sera considérée comme étant tenue au siège social de la société.

Les administrateurs ayant participé à une réunion du Conseil par tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés en signant une copie du procès-verbal de la réunion.

En cas d'urgence, le Conseil peut adopter des résolutions par vote circulaire exprimé par écrit, par télex, par courriel ou par télécopieur ou par tout autre moyen de communication garantissant l'authenticité du document et l'identité du membre du Conseil ayant exécuté le document, sur un ou plusieurs documents, à condition que ces résolutions soient adoptées à l'unanimité des voix de tous les administrateurs.

**Art. 13. Procès-Verbaux des Réunions du Conseil d'Administration.** Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou par deux administrateurs de la société.

Les procurations seront annexées aux procès-verbaux. Ces procès-verbaux sont insérés dans un registre spécial. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont valablement signés par un administrateur de la société.

**Art. 14. Pouvoir de Signature.** La société est engagée vis à vis des tiers par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par les signatures conjointes d'un administrateur et d'un fondé de pouvoir dûment autorisé agissant dans les limites de cette autorisation, ou par la signature individuelle de toute personne à qui un pouvoir de signature a été valablement conféré.

**Art. 15. Pouvoirs du Conseil d'Administration.** Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et pour effectuer tous actes de disposition et d'administration qui intéressent la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou par les présents statuts, seront de la compétence du Conseil.

Le Conseil, nomme et révoque les directeurs, agents, employés et salariés de la société, détermine leurs attributions, fixe leurs pouvoirs, rémunérations, traitements, salaires et autres émoluments.

Les actions judiciaires, au Luxembourg ou à l'étranger, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la société par le Conseil, poursuites et diligences, soit de son président, soit d'un administrateur-délégué, soit de deux administrateurs, soit d'un administrateur ou d'un fondé de pouvoir spécialement autorisé à cet effet par le Conseil au moyen d'une procuration.

#### Chapitre IV. - Révision des Comptes

**Art. 16. Réviseur Indépendant.** Les opérations de la société sont supervisées par et la révision des comptes annuels de la société sera confiée à un ou plusieurs réviseurs indépendants agréés.

La désignation du ou des réviseurs d'entreprises agréé(s) est faite en conformité avec les dispositions légales en vigueur. Le Conseil est chargé de nommer le ou les réviseur(s) d'entreprises agréé(s). Il peut révoquer le ou les réviseurs) d'entreprises agréé(s) en tout temps avec ou sans motifs.

#### Chapitre V. - Assemblées des Actionnaires

**Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée des Actionnaires.** L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions lient tous les actionnaires, y inclus les absents ou ceux ayant voté contre.

L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous actes qui intéressent la société.

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs une indemnité fixe à porter au compte des frais généraux.

**Art. 18. Assemblée Générale Annuelle.** Une assemblée générale annuelle doit se tenir, au siège social de la société, ou en tout autre endroit de la ville de Luxembourg désigné dans la convocation, le deuxième mercredi du mois de mars à onze heures.

Si cette date est un jour férié bancaire, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires entend le rapport du Conseil, discute et vote sur l'approbation du rapport et des comptes annuels, et procède aux élections requises par les statuts, donne décharge aux administrateurs, et en général prend toute décision quant aux questions portées à son ordre du jour.

D'autres assemblées générales peuvent être convoquées aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et seront tenues au lieu et jour et heure indiqués dans l'avis de convocation.

**Art. 19. Convocation d'Assemblées Générales.** L'assemblée générale se réunit sur convocation du Conseil. Les convocations contenant l'ordre du jour de la réunion sont adressées à chaque actionnaire au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée par lettre recommandée ou courrier aérien recommandé pour les actionnaires domiciliés à l'étranger. Le Conseil a l'obligation de convoquer l'assemblée générale à la demande écrite d'actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital émis de façon à ce que l'assemblée se tienne dans le mois de la demande.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de celle-ci, l'assemblée générale pourra se tenir sans convocations préalables.

**Art. 20. Procuration, Vote, Liste de Présence.** Dans tous les cas l'actionnaire qui a assisté à la réunion d'une assemblée générale des actionnaires ou y a été représenté par procuration, est considéré comme avoir été convoqué régulièrement.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale des actionnaires par un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire.

Le Conseil peut arrêter la forme des procurations. Les procurations doivent être fournies au Conseil avant la tenue de l'assemblée pour rester annexées au procès-verbal de l'assemblée.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou par ces statuts, l'assemblée générale des actionnaires est régulièrement constituée, quel que soit le nombre d'actions représentées et les résolutions sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement.

Avant d'entrer en assemblée les actionnaires ou leurs mandataires sont tenus de signer une liste de présence, indiquant les noms, prénoms, professions et domiciles des actionnaires, le nombre d'actions qu'ils détiennent ou représentent ainsi que la désignation du mandataire le cas échéant.

La liste de présence sera certifiée exacte par le président, le secrétaire et les scrutateurs de l'assemblée.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 21. Assemblées des Actionnaires.** L'assemblée générale des actionnaires est présidée par le président du Conseil, ou en son absence, par un vice-président ou par un administrateur désigné par le Conseil.

Le président de l'assemblée nomme le secrétaire.

L'assemblée choisit deux scrutateurs sur proposition du président de l'assemblée.

Tout actionnaire peut participer à une assemblée des actionnaires de la société par voie de conférence téléphonique ou autres moyens similaires de communication où tous les participants à l'assemblée peuvent s'entendre et se parler et délibérer de manière effective. Les actionnaires participants à une assemblée par tel moyen seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

**Art. 22. Procès-Verbaux des Assemblées des Actionnaires.** Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux qui sont signés le président, le secrétaire et les scrutateurs de l'assemblée et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés valablement par un administrateur.

## Chapitre VI. - Année Sociale

**Art. 23. Année sociale.** L'exercice social commence le premier jour du mois de janvier de chaque année et finit le dernier jour du mois de décembre de cette année.

A l'échéance de chaque exercice social, le Conseil dresse les comptes annuels de la société dans la forme et de la manière prévue par la loi et les règlements et circulaires régissant l'établissement et la tenue des comptes annuels des établissements de crédit. Le Conseil soumet un rapport sur l'exercice social écoulé.

**Art. 24. Affectation des Bénéfices.** L'excédent favorable, déduction faite des charges et frais généraux, des amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Sur le bénéfice net, il est prélevé tout d'abord cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve prescrit par la loi.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand cette réserve atteint dix pour cent du capital social.

Sur la proposition du Conseil, l'assemblée décide à la majorité de l'affectation à donner au solde du bénéfice net.

Si l'assemblée décrète le paiement d'un dividende, celui-ci sera réparti également entre toutes les actions et distribué aux actionnaires au prorata de leur détention respective. La distribution se fera à la date à laquelle l'assemblée prend sa décision de distribuer les dividendes ou à toute autre date telle que déterminée par le Conseil.

Le Conseil pourra payer les dividendes en toute autre monnaie que celle dans laquelle le bilan est dressé et déterminer souverainement le taux de conversion des dividendes à distribuer dans la monnaie du paiement effectif.

Le Conseil peut décider le paiement de dividendes intérimaires aux conditions et dans les limites fixées par la loi applicable.

## Chapitre VII. - Dissolution et Liquidation

**Art. 25. Dissolution et Liquidation.** A toute époque, une assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut prononcer la dissolution de la société de la manière requise pour les modifications aux statuts. L'assemblée générale détermine le mode de liquidation, nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments. Le/les liquidateur(s) est/sont investi(s) des pouvoirs les plus larges pour réaliser les actifs et payer les dettes.

**Art. 26. Répartition des Actifs.** Le surplus après paiement des charges, dettes, frais qui résultent de la liquidation sera utilisé au remboursement de l'apport fait par les actionnaires sur les actions de la société.

Le surplus final sera distribué aux actionnaires en proportion de leur détention respective.

### Chapitre VIII. - Loi Applicable

**Art. 27. Loi Applicable.** Pour tous les points non expressément réglés aux présents statuts, la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'amendée sera d'application."

#### Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit incombant à la société en raison du présent acte sont évalués à cinq mille Euros (EUR 5.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une version française et qu'en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, qui sont tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états civils et demeures, lesdits comparants ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Klaus MØNSTED PEDERSEN, Margaret FENNESSY, Ole STENERSEN, Ingrid CONAC, Tom METZLER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 décembre 2012. Relation: LAC/2012/58658. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C.

Luxembourg, le 7 janvier 2013.

Tom METZLER.

Référence de publication: 2013004437/567.

(130003483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2013.

#### Siltarc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 104.778.

In the year two thousand twelve, on the nineteenth of December.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### THERE APPEARED:

- Tarc Lux S.à r.l., a private limited liability company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 94.556,

here represented by Eddy Perrier, private employee, professionally residing in 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 13, 2012.

I. The said proxy, after having been signed 'he varietur' by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

II. The appearing party declares that it is the sole shareholder ("Sole Shareholder") of Siltarc S.A., a limited company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 104.778 (the "Company"), incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing at the time in Mersch, on 15 December 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°1308, page 62738, dated 22 December 2004.

III. The articles of incorporation of the Company have last been amended pursuant to a deed of Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette on 6 April 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 874 on 24<sup>th</sup> April 2009

IV. The appearing party, represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

#### Agenda

1. Dissolution of the Company and putting it into voluntary liquidation and start liquidation proceedings;

2. Appointment of Ms. Séverine Michel, born on 19 July 1977 in Epinal, France and Mr. Eddy Perrier, born on 5 July 1977 in Saint Jean de Maurienne, France, both professionally residing at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg as liquidators of the Company, determination of their powers and granting the largest powers and especially those determined by articles 144 and 145 and following of the Law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies (as amended) (the "Law") to the liquidators by the shareholders of the Company; and



### 3. Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

#### *First resolution*

In compliance with the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "Law"), the Meeting resolves to dissolve the Company and put it into voluntary liquidation and start the liquidation proceedings.

#### *Second resolution*

The Meeting resolves to appoint as liquidators of the Company Ms. Séverine Michel, born on 19 July 1977 in Epinal, France, and Mr. Eddy Perrier, born on 5 July 1977 in Saint Jean de Maurienne, France, both professionally residing at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

Both liquidators have accepted this mandate.

The aforesaid liquidators pursuant to this plan of liquidation have as mission to realise the whole of assets (including but not limited to the realisation of the warrants by way of conversion, disposal, sale or any other mean, if any) and liabilities of the Company and to cease the Company's business. The liquidators are exempted from the obligation of drawing up an inventory, and may in this respect fully rely on the books of the Company. The liquidators may under their own responsibility and regarding special or specific operations, delegate such part of their powers as they may deem fit, to one or several representatives. The sole signature of each liquidator binds validly and without limitation the Company which is in liquidation. The liquidators have the authority to perform and execute all operation provided for in articles 144 and 145 of the Law, without a specific authorisation of a general meeting of shareholder(s).

The liquidators may pay advances on the liquidation surplus after having paid the debts or made the necessary provisions for the payment of the debts, until complete liquidation of the Company's shares.

The liquidators shall draft a report on the results of the liquidation and the employment of the corporate assets with supporting accounts and documents.

Nothing further being on the agenda, the meeting was thereupon closed.

#### *Closure of the meeting*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 2000.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and on request of the same appearing parties and in the event of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail and be binding.

The document having been read and explained to the appearing party, known by the undersigned notary, the appearing party signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

En l'an deux mille douze, le dix-neuf décembre.

Par-devant Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, dépositaire de la présente minute.

#### **A COMPARU:**

- Tare Lux S.à r.l., une société à responsabilité limitée soumise au droit luxembourgeois, ayant son siège social au 282, route de Longwy, L- 1940 Luxembourg, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 94.556,

ici représentée par Eddy Perrier, employé privé, ayant son adresse professionnelle au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du \*\*2012.

I. Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

II. La partie comparante déclare qu'elle est l'associé unique («Associé Unique») de la société Siltarc S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.778 (la "Société"), constituée suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 15 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 1308, page 62738, en date du 22 décembre 2004.

III. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 6 avril 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 874 du 24 avril 2009.

IV. La partie comparante, représentée comme susmentionnée, ayant reconnue être entièrement informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour*

1. Dissolution de la Société et mise en liquidation de la Société et commencement de la procédure de liquidation;

2. Nomination de Mme Séverine Michel née le 19 juillet 1977 à Epinal, France et M. Eddy Perrier, né le 5 juillet 1977 à Saint Jean de Maurienne, France tous les deux ayant leur adresse professionnelle au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg en tant que liquidateurs de la Société, détermination de leurs pouvoirs et octroi aux liquidateurs des pouvoirs les plus étendus et en particulier ceux énoncés aux articles 144, 145 et suivant de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée) (la «Loi») par les actionnaires; et

3. Divers.

a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la "Loi"), l'Assemblée décide de la dissolution anticipée de la Société et de sa mise en liquidation volontaire.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de nommer en tant que liquidateurs Mme Séverine Michel née le 19 juillet 1977 à Epinal, France et M. Eddy Perrier, né le 5 juillet 1977 à Saint Jean de Maurienne, France tous les deux ayant leur adresse professionnelle au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

Les deux liquidateurs ont accepté ce mandat.

Les liquidateurs prénommés suivant ce plan de liquidation ont pour mission de réaliser tout l'actif (inclus mais pas limité à la réalisation des warrants par leur conversion, cession vente ou par tout autre moyen, si existants) et apurer le passif de la Société et de cesser les activités de la Société. Dans l'exercice de leur mission, les liquidateurs sont dispensés de dresser inventaire et ils peuvent se référer aux écritures de la Société. Les liquidateurs pourront sous leur seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs à un ou plusieurs mandataires. Les liquidateurs pourront engager la Société en liquidation sous leur seule signature individuelle et sans limitation. Ils disposent de tous les pouvoirs pour effectuer ou exécuter toutes les opérations prévues aux articles 144 et 145 de la Loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisés par l'assemblée générale du ou des associé(s).

Les liquidateurs pourront payer des avances sur le boni de liquidation après avoir payé les dettes ou avoir fait les provisions nécessaires pour le paiement des dettes, jusqu'à la liquidation des parts sociales de la Société.

Les liquidateurs prépareront un rapport sur les résultats de la liquidation et l'utilisation des biens sociaux avec comptes et documents à l'appui.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

*Clôture de l'assemblée*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, de quelque nature qu'ils soient, incombent à la société à raison du présent acte et sont estimés à EUR 2000.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête du présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande des comparants, le présent acte est écrit en anglais, suivi d'une version en langue française. A la demande des mêmes comparants et en cas de désaccord entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, connue du notaire instrumentant, la personne comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: E. Perrier et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 décembre 2012. LAC/2012/61454. Reçu douze euros EUR 12,-.

*Le Receveur (signée): Irène THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2013.

Référence de publication: 2013004889/135.

(130004442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2013.